

15 février 1979 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, JEUDI 15 FÉVRIER 1979

LE PRÉSIDENT.- BONJOUR MESDAMES ET MESSIEURS LES JOURNALISTES. LORS DE MA DERNIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE, LE 21 NOVEMBRE `1978` DATE`, NOUS N'AVIONS PAS DISPOSÉ DE SUFFISAMMENT DE TEMPS POUR QUE JE PUISSE RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE & C'EST POURQUOI J'AI PRÉVU DE LE FAIRE AUJOURD'HUI. DEPUIS, UN CERTAIN NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS SE SONT PRODUITS DANS LE MONDE, QUI RENDENT D'AUTANT PLUS NECESSAIRE ET UTILE L'EXPLICATION DES POSITIONS DE LA FRANCE SUR LES PROBLÈMES DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE. NOS COMPATRIOTES SONT À L'HEURE ACTUELLE PRÉOCCUPÉS PAR LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. BIEN QUE CE NE SOIT PAS LE SUJET DE CETTE CONFÉRENCE DE PRESSE, J'AURAI L'OCCASION DE RAPPELER LES LIENS QUI EXISTENT ENTRE LA SITUATION ÉCONOMIQUE INTERNE ET LES PROBLÈMES INTERNATIONAUX DU MOMENT

-\

`POLITIQUE ÉTRANGÈRE` AVANT DE RÉPONDRE À VOS QUESTIONS, JE FERAI DEUX REMARQUES. LA PREMIÈRE, C'EST QUE LE MONDE CHANGE. À LA TÊTE DES ÉTATS NOUS VOYONS APPARAÎTRE ET DISPARAÎTRE LES GRANDS DIRIGEANTS. LES RAPPORTS DE FORCE SE MODIFIENT DANS LE MONDE AINSI QUE LA RÉPARTITION DES RICHESSES ET DES RESSOURCES, OR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE EST CONDUITE DANS LE CADRE DU MONDE D'AUJOURD'HUI. J'ASSUME COMPLÈTEMENT LA RESPONSABILITÉ EXTERIEURE DE LA FRANCE DANS LE CADRE DE MES FONCTIONS ET COMPTE TENU DES DÉLIBÉRATIONS DU GOUVERNEMENT. D'AUTRES M'ONT PRÉCÉDÉ DANS LA FONCTION DE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. D'AUTRES ME SUIVRONT. CHACUN SERA JUGÉ SUR LA MANIÈRE DONT IL AURA CONDUIT LES AFFAIRES DE LA FRANCE PENDANT LA PÉRIODE OU IL AURA EXERCÉ SES RESPONSABILITÉS. MA DEUXIÈME REMARQUE EST QUE L'ACTION EXTERIEURE DE LA FRANCE PRÉCÈDE D'UNE CONCEPTION DE SON RÔLE DANS LE MONDE. PAR VOS QUESTIONS IL SERA FAIT ALLUSION À LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS ET DES PROBLÈMES MAIS AU TRAVERS DE CES SITUATIONS VOUS OBSERVEREZ QUE L'ACTION EXTERIEURE DE LA FRANCE S'INSPIRE D'UNE CONCEPTION D'ENSEMBLE. C'EST CETTE CONCEPTION QUI SERA LE FIL DIRECTEUR DE MES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUDREZ BIEN ME POSER. POUR LA CLARTÉ DE CETTE RÉUNION, CES QUESTIONS ONT ÉTÉ RÉPARTIES EN QUATRE RUBRIQUES : LES AFFAIRES EUROPÉENNES, L'ÉQUILIBRE INTERNATIONAL, LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES MONDIAUX, LES SITUATIONS D'ACTUALITÉ DANS UN CERTAIN NOMBRE DE RÉGIONS DU MONDE. NOUS COMMENCERONS DONC, SI VOUS LE VOULEZ BIEN, PAR LES AFFAIRES EUROPÉENNES

-\

TV ALLEMANDE (1ÈRE CHAÎNE).- IL Y A DEUX MOIS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, VOUS ÉTIEZ, COMME D'AILLEURS LE CHANCELIER HELMUT SCHMIDT, POUR UN NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN `SME`. AUJOURD'HUI, NOUS SOMMES LE 15 FÉVRIER `1979` DATE`, LE SYSTÈME N'EST PAS ÉTABLI & UNE DATE N'EST MÊME PAS FIXÉE POUR SON APPLICATION. EST-CE QUE LE SYSTÈME A DÉJÀ ÉCHOUÉ AVANT MÊME D'ÊTRE NE ? LE PRÉSIDENT.- JE CONSIDÈRE QUE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME MONÉTAIRE

EUROPEEN PERMETTANT LA CREATION D'UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE, EST UN ELEMENT FONDAMENTAL DE L'ORGANISATION DE L'EUROPE. JE PARTAGE SUR CE POINT LES CONVICTIONS QUI ONT ETE EXPRIMEES AU-COURS DES DEUX DERNIERS SOMMETS EUROPEENS A BREME ET A BRUXELLES. LORS DU SOMMET DE BRUXELLES, NOUS NOUS SOMMES MIS D'ACCORD SUR UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES CONCERNANT L'ORGANISATION DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN. CES PRINCIPES ONT ETE TRADUITS DANS DES TEXTES LORS DES REUNIONS DU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT EU LIEU LE 18 DECEMBRE 1978 DATE A BRUXELLES. LES DISPOSITIONS NECESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN SONT DESORMAIS ACQUISES. LA MISE EN ROUTE DE CE SYSTEME N'A PAS PU INTERVENIR EN-RAISON D'UN PROBLEME D'UNE AUTRE NATURE, C'EST L'EXISTENCE DE CE QU'ON APPELLE LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES. IL S'AGIT D'UN PROBLEME DISTINCT DE CELUI DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN MAIS QUI APPELLE EGALEMENT UNE SOLUTION. JE VOUS CONFIRME QUE NOUS SOMMES D'ACCORD SUR LE DISPOSITIF DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN ARRETE EN DECEMBRE 1978 CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES. NOUS SOMMES FAVORABLES A LA MISE EN ROUTE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN AUSSITOT QUE LES DIFFICULTES EXISTANTES EN CE QUI CONCERNE CES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES AURONT ETE SURMONTES

-\

LA LETTRE DE LA NATION.- QUELLE EST VOTRE REACTION A L'AVIS DE LA COUR DE JUSTICE EUROPEENNE CONCERNANT LES LIVRAISONS DE MATIERE NUCLEAIRE ? EST-CE QUE VOUS AVEZ L'INTENTION A CETTE OCCASION DE DEMANDER LA REVISION DES CLAUSES SUPRA-NATIONALES DES TRAITES EXISTANTS ? LE PRESIDENT.- JE RETROUVE, A PROPOS DE CETTE QUESTION ET DE LA MANIERE DONT ELLE EST FORMULEE, UNE CAMPAGNE DE CARACTERE INSUPPORTABLE QUI TENDRAIT A LAISSER S'ACCREDITER QU'A L'HEURE ACTUELLE LES INTERETS DE LA FRANCE SERAIENT INCOMPLETEMENT OU INSUFFISAMMENT DEFENDUS. ON ME POSE LE PROBLEME DE LA REVISION DU TRAITE DE L'EURATOM. LE TRAITE DE L'EURATOM, CE N'EST PAS MOI QUI L'AI SIGNE. IL EST ENTRE EN VIGUEUR IL Y A MAINTENANT VINGT ANS. IL A DONC ETE ADMINISTRE PAR UNE SERIE DE GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS ET IL EST RESTE LA REGLE RESPECTEE PAR LES PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE SUCCESSIFS. JE N'AI JAMAIS ENTENDU PARLER JUSQU'ICI NI PAR UN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, NI PAR UN PREMIER MINISTRE EN EXERCICE DE LA REVISION DU TRAITE DE L'EURATOM. JE NE VOIS PAS POURQUOI, A L'HEURE ACTUELLE, ON FAIT UNE SORTE DE QUERELLE AU GOUVERNEMENT QUI EXERCE SES RESPONSABILITES, DE N'AVOIR PAS JUSQUE LA DEMANDE LA MODIFICATION DE CE TRAITE

-\

REPONSE JE RAPPELLE - C'EST LE SEUL DOCUMENT QUE J'AI APORTE POUR CETTE CONFERENCE DE PRESSE - CE QUE LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT ONT DECLARE A PARIS LES 19, 20 ET 21 OCTOBRE 1972 DATE, LORS DU SOMMET DE PARIS : "LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT S'ETANT DONNE COMME OBJECTIF MAJEUR DE TRANSFORMER AVANT LA FIN DE L'ACTUELLE DECENNIE, C'EST-A-DIRE AVANT 1980, ET DANS LE RESPECT ABSOLU DES TRAITES DEJA SOUSCRITS, L'ENSEMBLE DES RELATIONS DES ETATS MEMBRES EN UNE UNION EUROPEENNE, ETC...". JE NOTE DANS LES DECLARATIONS SOLENNELLES FAITES PAR MES PREDECESSEURS, LE RESPECT ABSOLU DES TRAITES DEJA SOUSCRITS. JE N'ADMETS DONC PAS A CET EGARD LA CAMPAGNE QUI EST FAITE PAR CERTAINS. COMMENT SE POSE DE MANIERE OBJECTIVE A L'HEURE ACTUELLE LE PROBLEME DU TRAITE DE L'EURATOM ? C'EST UN TRAITE QUI A ETE CONCU, SIGNE DANS DES CIRCONSTANCES DE LA VIE INTERNATIONALE ET DE LA VIE SCIENTIFIQUE ELOIGNEES DE CERTAINES REALITES D'AUJOURD'HUI, PUISQU'AU MOMENT DE SON ELABORATION ON NE PREVOYAIT CERTAINEMENT PAS L'IMPORTANCE QUI JOUerait L'ELEMENT NUCLEAIRE DANS LA

CERTAINEMENT PAS LE PRINCIPAL QUE SOUSCRIVAIT L'ÉLEMENT NUCLEAIRE DANS LA POLITIQUE ENERGETIQUE ET SCIENTIFIQUE DE NOS NATIONS. C'EST POURQUOI IL REPOSE SUR DES PRINCIPES FIXES A CETTE EPOQUE, CONSTAMMENT RESPECTES DEPUIS, ET QUI INSTITUENT D'UNE PART UN MONOPOLE D'APPROVISIONNEMENT, D'AUTRE PART UNE DEPOSSESSION DES MATIERES NUCLEAIRES AU PROFIT DE LA COMMISSION `COMMISSION EUROPEENNE`, ORGANE D'EXECUTION DE CE TRAITE

-\

`REPONSE` CES DISPOSITIONS `DU TRAITE DE L'EURATOM` PARAISSENT ELOIGNEES DE CE QUE L'ON DECIDERAIT AUJOURD'HUI S'IL FALLAIT CONCEVOIR UNE ORGANISATION SATISFAISANTE, DU POINT DE VUE EUROPEEN, EN CE QUI CONCERNE LE FONCTIONNEMENT DE CES ACTIVITES NUCLEAIRES. LA POSITION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS EST DONC DE DEMANDER QU'ON JETTE UN REGARD ACTUEL SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE POUR CE QUI EST DES AFFAIRES NUCLEAIRES, DE FACON QUE LES DISPOSITIONS QUI LES REGISSENT RESSEMBLENT, OU S'INSPIRENT, DE CELLE QUI SONT APPLIQUEES DANS D'AUTRES DOMAINES DE LA VIE COMMUNAUTAIRE. VOUS SAVEZ, PAR EXEMPLE, QU'EN-MATIERE D'ENERGIE, A L'HEURE ACTUELLE, LES ETATS MEMBRES, NOTAMMENT CEUX QUI BENEFICIENT DE RESSOURCES PETROLIERES INDIQUENT FREQUEMMENT LEUR INTENTION D'EN CONSERVER L'ESSENTIEL POUR ELLES-MEMES. JE NE VOIS PAS POURQUOI UNE MATIERE ENERGETIQUE CONNAITRAIT CE SORT ET UNE AUTRE, LE NUCLEAIRE, CONNAITRAIT UN SORT DIFFERENT. LES PROBLEMES DE LA PROLIFERATION SE POSENT EN 1979 DANS DES CONDITIONS DIFFERENTES DE CELLES OU ILS SE POSAIENT DANS LE PASSE. C'EST POURQUOI, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A ENTREPRIS UNE REFLEXION SUR LA MANIERE DONT LE TRAITE D'EURATOM DEVRAIT ETRE ADAPTE AUX REALITES EUROPEENNES DE 1979. MAIS C'EST UNE REFLEXION QU'IL A ENTREPRIS DE LUI-MEME ET DONT IL SAISIRA SES PARTENAIRES

-\

M. LE LAGADEC (L'HUMANITE).- VOUS AVEZ PARLE DU TRAITE DE L'EURATOM. LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER `CECA` A CONDUIT A LA LIQUIDATION DU CHARBON, ON EST EN BONNE VOIE POUR L'ACIER SI ON VOUS SUIT & L'EUROPE VERTE CONDUIT A LA LIQUIDATION DE L'AGRICULTURE, AU VIDE A LA CAMPAGNE, L'EUROPE BLEUE CONDUIT A L'IMPORTATION DE POISSON DE PLUS EN PLUS EN FRANCE, L'EUROPE DES TRANSPORTS CONDUIT A LA LIQUIDATION DES GARES, DES LIGNES DE CHEMIN DE FER, L'EUROPE DE L'ENERGIE CONDUIT AUX COUPURES DE COURANT ET AUX PERSPECTIVES D'ELECTRICITE PLUS CHERE POUR L'OUEST COUPABLE DE N'AVOIR PAS D'ENERGIE, L'EUROPE ELARGIE CONDUIRAIT A L'AGGRAVATION DE TOUTES CES DONNEES. QUAND DONC, MONSIEUR LE PRESIDENT, LA FRANCE S'ARRETERA-T-ELLE SUR CETTE VOIE DU DECLIN ? LE PRESIDENT.- NOUS SOMMES, JE CROIS, DANS UNE REUNION DE PRESSE ET NON PAS DANS UNE REUNION ELECTORALE, J'ENTENDS DONC REPONDRE A DES QUESTIONS POUR L'INFORMATION DE L'OPINION FRANCAISE & JE N'ENTENDS PAS POLEMIQUER. VOUS PORTEZ UN JUGEMENT SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE QUI APPELLERAIT BEAUCOUP DE REFLEXIONS ET VOUS FORMULEZ DES AFFIRMATIONS INEXACTES

-\

`REPONSE` ON A VOULU FAIRE CROIRE AUX FRANCAIS, PAR EXEMPLE, QUE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ETAIT UNE ZONE PARTICULIERE DE CHOMAGE. J'AI REGARDE LES STATISTIQUES. J'AI CONSTATE QUE, DANS LE MONDE OCCIDENTAL, CE N'EST PAS DANS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE QUE LES TAUX DE CHOMAGE ETAIENT LES PLUS FORTS, MAIS AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE. J'AI REGARDE EN EUROPE POUR SAVOIR SI C'ETAIT PARMI LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE QUE LE TAUX DE CHOMAGE ETAIT LE PLUS FORT & OR, J'AI CONSTATE QU'A L'HEURE ACTUELLE C'EST EN DEHORS DE LA COMMUNAUTE, C'EST-A-DIRE EN ESPAGNE, AU PORTUGAL, EN

YUGOSLAVIE ET EN FINLANDE QUE LE TAUX DE CHOMAGE EST LE PLUS ELEVE. J'OBSERVE D'AILLEURS QUE CES PAYS, QUI ONT LE TAUX DE CHOMAGE LE PLUS ELEVE, SONT CANDIDATS POUR ENTRER DANS LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE, DONT ILS PENSENT, J'IMAGINE, QUE LA SITUATION EST MEILLEURE QUE LA LEUR. EN CE QUI CONCERNE L'ACIER, LA REDUCTION DES CAPACITES DE PRODUCTION D'ACIER A ETE PLUS FORTE, PAR EXEMPLE AU JAPON, QU'ELLE NE L'A ETE DANS LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE. IL NE FAUT PAS FOURNIR A L'OPINION FRANCAISE, QUI A DROIT A LA VERITE, DES INFORMATIONS QUI NE SONT PAS VERIFIEES DANS LES STATISTIQUES INTERNATIONALES. POUR CE QUI EST DE LA POURSUITE DE NOS EFFORTS, J'AI RAPPELE L'OBJECTIF DE L'UNION EUROPEENNE. LA FRANCE CONTINUERA A TRAVAILLER ACTIVEMENT POUR L'ORGANISATION DE CETTE UNION DE L'EUROPE

-\

LE CORRESPONDANT DE LA RADIO-TELEVISION GRECQUE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, MA QUESTION PORTE SUR L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE, PLUS PARTICULIEREMENT SUR LA NEGOCIATION EN_VUE DE L'ADHESION DE LA GRECE. NOUS POUVONS CONSTATER QUE LES PRINCIPAUX PROBLEMES ONT ETE RESOLUS ET QUE LES DISCUSSIONS SE TROUVENT ACTUELLEMENT DANS LEUR PHASE FINALE. A UNE AUTRE OCCASION, MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ EXPRIME LA CONVICTION QU'IL SERAIT POSSIBLE QUE LE TRAITE D'ADHESION DE LA GRECE SOIT SIGNE DURANT LA PRESIDENCE FRANCAISE, C'EST-A-DIRE AVANT LA FIN DU SEMESTRE EN-COURS. PENSEZ-VOUS QUE CETTE EVENTUALITE SOIT MAINTENANT REALISABLE ET, DANS L'affIRMATIVE, NE CROYEZ-VOUS PAS QUE, POUR DES RAISONS DE CARACTERE POLITIQUE EVIDENTES, IL SERAIT BON QUE L'ACTE D'ADHESION PUISSE ETRE SIGNE CETTE FOIS-CI DANS LA CAPITALE MEME DU PAYS ADHERENT ? LE PRESIDENT.- LA NEGOCIATION DE L'ADHESION DE LA GRECE PARAIT, EN EFFET, SUR LE_POINT DE S'ACHEVER. LES PRINCIPAUX PROBLEMES ONT ETE REGLES FIN DECEMBRE A BRUXELLES £ IL EN RESTE ENCORE, DONT L'UN EST IMPORTANT POUR LA GRECE : C'EST L'EVALUATION DES CONSEQUENCES FINANCIERES DE SON ADHESION POUR LES PREMIERES ANNEES, DE FACON A CE QU'ELLE NE SE TROUVE PAS, DES LE DEPART, DANS UNE SITUATION DE CONTRIBUTEUR NET. CES PROBLEMES VONT ETRE EXAMINES AU-NIVEAU DES TECHNICIENS, A LA FIN DU MOIS DE FEVRIER, ET AU-NIVEAU DES MINISTRES, DANS LA DERNIERE SEMAINE DE MARS. IL Y A TOUT _LIEU DE PENSER QUE CETTE REUNION SERA LA REUNION FINALE DE LA NEGOCIATION D'ADHESION. FIN MARS, IL NE RESTERA QUE DES PROCEDURES MATERIELLES D'ELABORATION DES DOCUMENTS ET DE PREPARATION DES SIGNATURES. LE GOUVERNEMENT FRANCAIS SOUHAITE QUE CETTE SIGNATURE DE L'ADHESION DE LA GRECE PUISSE INTERVENIR LE PLUS TOT POSSIBLE AU PRINTEMPS, VOIRE MEME AVANT LA FIN DU MOIS DE MAI.

- QUANT AU LIEU DE LA SIGNATURE, EN HOMMAGE A LA CONTRIBUTION EMINENTE DE LA GRECE A LA CIVILISATION EUROPEENNE, LA FRANCE EST FAVORABLE A CE QUE CETTE SIGNATURE AIT _LIEU A ATHENES. C'EST UNE DECISION COMMUNAUTAIRE QU'IL NE NOUS APPARTIENT PAS DE PRENDRE SEULS. LA FRANCE PROPOSERA A SES PARTENAIRES QUE CETTE SIGNATURE AIT _LIEU A ATHENES

-\

LA CROIX.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS VENONS D'EVOQUER LA MOROSITE QUI REGNE SUR LES PROBLEMES EUROPEENS, LES DIFFICULTES DU SYSTEME MONETAIRE `SME`, LES DIFFICULTES DE L'EMPLOI, ET LES RIVALITES UN PETIT PEU PARTOUT QUI TOURNENT AUTOUR DES THEMES DE LA CAMPAGNE : EUROPE INTEGREE OU PAS ? QUELS POINTS_DE_VUE, QUELS THEMES COMPTEZ-VOUS DEVELOPPER AVANT CETTE CAMPAGNE POUR CONVAINCRE LES FRANCAIS QUE L'EUROPE, C'EST L'ESPOIR ? LE PRESIDENT.- EST-CE QU'IL Y A D'AUTRES QUESTIONS A PROPOS DES ELECTIONS A

L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ? LE MONDE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOULAIS SIMPLEMENT VOUS DEMANDER SI VOUS NE CROYEZ PAS QUE LE CONFLIT BUDGETAIRE ENTRE LE PARLEMENT ET LES DIFFERENTS GOUVERNEMENTS - DANS LEQUEL LE PARLEMENT `ASSEMBLEE_PARLEMENTAIRE_EUROPEENNE` EST D'AILLEURS APPUYE PAR D'AUTRES GOUVERNEMENTS - NE JUSTIFIE PAS, DANS UNE CERTAINES MESURE, LES CRAINTES DE M. DEBRE DE VOIR L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE DEBORDER SES POUVOIRS ACTUELS, UNE FOIS QUE LE PARLEMENT SERA ELU ? AUTRE QUESTION : APRES LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN, QUELLES EVOLUTIONS ENVISAGEZ-VOUS POUR NOTRE CONTINENT, QUELS PROLONGEMENTS DISCERNEZ-VOUS DEJA POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ?

- \

LE PRESIDENT.- JE REPONDRAI D'ABORD A PROPOS DES AFFAIRES BUDGETAIRES. UN CONFLIT A ETE OUVERT SUR LES CONDITIONS D'ELABORATION, LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PROJET DE BUDGET DES COMMUNAUTES `CEE` POUR L'EXERCICE 1979. CETTE ELABORATION S'EST FAITE SUIVANT LES TERMES D'UN ACCORD QUI A ETE ETABLI EN AVRIL 1970 `DATE`. C'EST UN TEXTE QUI COMPORTE CERTAINS ELEMENTS DE CONTRADICTION, CAR IL PREVOIT DES MAJORITES QUALIFIEES POUR REJETER LES AMENDEMENTS ET DES MAJORITES QUALIFIEES POUR ACCEPTER L'AUGMENTATION DU PLAFOND DES DEPENSES BUDGETAIRES. OR, SUR CES DEUX POINTS CES MAJORITES QUALIFIEES ONT ETE CONTRADICTOIRES. LE GOUVERNEMENT FRANCAIS CONSIDERE QUE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU BUDGET DE 1979 N'A PAS ETE REGULIERE. IL A NOTE, D'AILLEURS, QUE LORS DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA FIN DECEMBRE, L'ENSEMBLE DE SES PARTENAIRES A ADOPTE, A L'UNANIMITE, UN TEXTE CONSTATANT L'IRREGULARITE DES PROCEDURES. PUISQUE LA PROCEDURE EST IRREGULIERE, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS CONSIDERE QUE LE PROJET DE BUDGET, TEL QU'IL A ETE ETABLI, NE S'IMPOSE PAS A LUI. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE NOUS REGLONS PAR VOIE DE DOUZIEMES PROVISOIRES NOTRE CONTRIBUTION AU BUDGET, SUR LA BASE DU DERNIER NIVEAU DE DEPENSES CORRESPONDANT A UNE PROCEDURE REGULIERE

- \

`REPOSE` DEUX PROBLEMES SE POSENT : UN PROBLEME DE PROCEDURE POUR L'AVENIR ET UN PROBLEME CONCERNANT LE BUDGET DE 1979. LE PROBLEME LE PLUS IMPORTANT POUR NOUS EST CELUI DE LA PROCEDURE POUR L'AVENIR, CAR IL VA Y AVOIR UNE ASSEMBLEE NOUVELLEMENT ELUE. ELLE HERITERA DES POUVOIRS DE LA PRECEDENTE. ELLE N'EN AURA PAS DAVANTAGE, MAIS SI UNE PRATIQUE S'ETAIT ETABLIE IL EST EVIDENT QUE L'ASSEMBLEE NOUVELLEMENT ELUE INVOQUERAIT CETTE PRATIQUE. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE NOUS AVONS CONSIDERE COMME ESSENTIEL QUE LA QUESTION DE PRINCIPE SOIT REGLEE POUR L'AVENIR ET QUE, DONC, LES INSUFFISANCES DE L'ACCORD DE 1970 SOIENT CORRIGEEES. CETTE QUESTION A ETE DEBATTUE LORS DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES, A BRUXELLES. JE M'EN ETAIS ENTRETENU AU PREALABLE AVEC NOS PARTENAIRES, J'AVAIS CONSTATE QUE L'ENSEMBLE DE NOS PARTENAIRES ETAIT D'ACCORD SUR LE FAIT QU'IL NE POUVAIT PAS Y AVOIR D'INITIATIVE BUDGETAIRE SANS PLAFOND LAISSEE A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES `PARLEMENT EUROPEEN`, PAS PLUS D'AILLEURS QUE CE DROIT N'EST RECONNU DANS NOS PARLEMENTS NATIONAUX. LES MINISTRES SE SONT PRATIQUEMENT MIS D'ACCORD SUR CE QUE DOIT ETRE, DANS L'AVENIR, LA NOUVELLE APPLICATION DE L'ACCORD DE 1970, POUR QUE CETTE SITUATION NE PUISSE PLUS SE REPRODUIRE. MAIS LA MISE EN OEUVRE DE CETTE DECISION EST SUBORDONNEE A LA RECHERCHE D'UN ACCORD EN CE QUI CONCERNE LE BUDGET DE 1979. SI LA PROCEDURE UTILISEE POUR ABOUTIR A UNE SOLUTION AVAIT TENDU A CONTRAINDRE LA FRANCE ET LES DEUX AUTRES PAYS, GRANDE-BRETAGNE ET DANEMARK, QUI, COMME ELLE, REFUSENT DE CONSIDERER CETTE PROCEDURE COMME REGULIERE, NOUS N'EN AURIONS PAS ACCEPTE LES CONSEQUENCES, CAR DES LORS QU'IL Y A

IDDFGII ADITE DANS I 'ADDI ICATION D'II IN TDAITE DEFSONNE NE DEIIT CONTDAINDRE

IRREGULIERE DANS L'APPLICATION D'UN TRAITÉ, PERSONNE NE PEST CONTRAINDRE, PAR QUELQUE MOYEN JURIDIQUE QUE CE SOIT, A L'APPLICATION DE DISPOSITIONS IRREGULIERES. NOUS PENSONS QUE LA SOLUTION DONT NOUS AVONS PRIS L'INITIATIVE, C'EST-A-DIRE LA DEFINITION D'UNE NOUVELLE REGLE POUR L'AVENIR - ET DONC LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POUR 1979 - EST DE _NATURE A REGLER DEFINITIVEMENT LE PROBLEME. NOUS REGLERONS CES DEUX POINTS LORS DES PROCHAINES RENCONTRES EUROPEENNES

-\

`REPONSE` J'EN VIENS MAINTENANT A LA QUESTION SUR LA CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES. D'ABORD, IL EST BEAUCOUP TROP TOT POUR LA COMMENCER. IL Y A CONTRADICTION ENTRE L'_ETAT DES PREOCCUPATIONS DE L'OPINION FRANCAISE, QUI SONT ESSENTIELLEMENT ECONOMIQUES ET SOCIALES A L'HEURE ACTUELLE, ET L'ANTICIPATION DE LA CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES. LES TEXTES PREVOIENT DES DUREES POUR LES CAMPAGNES ELECTORALES, QUI VONT DE QUINZE JOURS A UN MOIS. IL N'EST DONC PAS NECESSAIRE DE LES ENTREPRENDRE PLUSIEURS MOIS A L'AVANCE. AUSSI, JE SOUHAITE QUE LA FRANCE SE CONCENTRE SUR SES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX ET QU'ELLE ATTENDE POUR AVOIR, LE MOMENT VENU, SON DEBAT, NON PAS SUR L'EUROPE, MAIS SUR LA REPRESENTATION DES FRANCAIS AU-SEIN DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE. EN_OUTRE, J'OBSERVE, EN CE QUI CONCERNE LES CAMPAGNES DEJA LANCEES, DES ATTITUDES CONTRE LESQUELLES JE VEUX M'ELEVER. JE CONSIDERE QUE L'APPEL A LA XENOPHOBIE OU LES TENTATIVES FAITES POUR RESSUSCITER LE VIEIL AFFRONTEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE `RFA` QUI A ENSANGLANTE NOTRE TERRE ET ENDEUILLE NOS FAMILLES SONT DES ACTIONS COUPABLES. CE SONT DES FAUTES CONTRE L'HISTOIRE ET CONTRE LA FRANCE. QUAND NOUS REGARDONS LES EVENEMENTS QUI SE DEROULENT DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI, NOUS APERCEVONS, AU CONTRAIRE, L'EVIDENTE NECESSITE D'ORGANISER LE RAPPROCHEMENT ENTRE CES PAYS FRERES QUI PEUPLENT L'EUROPE. CE FUT LA POLITIQUE CONSTANTE DE MES PREDECESSEURS. LE GENERAL DE GAULLE, DANS SES ECRITS, LE PRESIDENT POMPIDOU, DANS LES DECLARATIONS QU'IL A FAITES OU QU'IL A SIGNEES, ET JE VOUS RAPPELLE A NOUVEAU LE TEXTE DE LA DECLARATION DE 1972 QUI SE TERMINE PAR CES MOTS : "LES CHEFS_D_ETAT ET DE GOUVERNEMENT, AFFIRMENT LEUR INTENTION DE TRANSFORMER AVANT LA FIN DE L'ACTUELLE DECENNIE L'ENSEMBLE DE LEURS RELATIONS EN UNE UNION EUROPEENNE"

-\

`REPONSE` CETTE UNION EUROPEENNE, C'EST CELLE QUE LA FRANCE EXPOSE ET DEFEND REGULIEREMENT. C'EST LA CONCEPTION D'UNE EUROPE CONFEDERALE. JE NE VEUX PAS QUE, DANS LE TROISIEME MILLENAIRE, L'EUROPE APPARAISSE POUR CE QU'ETAIENT JADIS LES BALKANS AVANT LA PREMIERE GUERRE, JE NE VEUX PAS QUE L'EUROPE DEVIENNE LES BALKANS DE L'AN 2000 LIVRES A LA SURENCHERE ET AUX MANOEUVRES DES GRANDES PUISSANCES. JE ME REFUSE EGALEMENT A APPORTER LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE AU DECLIN DE L'OCCIDENT. C'EST POURQUOI, DANS LA CAMPAGNE QUI S'OUVRIRA, JE FERAI APPEL AUX FORCES DU PROGRES, FORCES POLITIQUES, SYNDICALES, INTELLECTUELLES, RELIGIEUSES, TOUTES FORCES DU PROGRES CONTRE LES FORCES DU RECU ET DE LA HAINE. ET JE FERAI APPEL AUSSI A TOUTES LES FORCES DE LA SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES VOISINS D'EUROPE CONTRE LES FORCES DE L'EGOISME ET DE LA DIVISION. EN CE QUI CONCERNE MON ROLE, JE N'AURAI NATURELLEMENT PAS A RECOMMANDER LE VOTE POUR TELLE OU TELLE LISTE & J'AURAI, PAR CONTRE, A ME PRONONCER SUR L'ATTITUDE DE LA FRANCE VIS-A-VIS DE L'EUROPE, POUR FAIRE EN SORTE QUE LE DEBAT EUROPEEN SOIT DIGNE DE LA FRANCE

-\

`REPONSE` POUR CE QUI EST DES SUITES DE CES ELECTIONS, VOUS SAVEZ QUE NOTRE

THESE EST QUE LES DROITS DE L'ASSEMBLEE NE SONT PAS MODIFIES PAR L'ELECTION ET QUE CES DROITS S'EXERCERONT STRICTEMENT DANS LE RESPECT DES TRAITES. NOUS NE SOMMES PAS SEULS A LE PENSER. NOS GRANDS PARTENAIRES PENSENT EXACTEMENT COMME NOUS. JE RAPPELLE A CE PROPOS, PUISQU'ON AGITE PARFOIS LE SPECTRE D'UNE DOMINATION DE CETTE ASSEMBLEE PAR L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`, QU'IL Y AURA EXACTEMENT LE MEME NOMBRE DE DEPUTES, BRITANNIQUES, ITALIENS, ALLEMANDS ET FRANCAIS £ L'ACCORD QUI A ETE ETABLI DONNE EXACTEMENT LA MEME REPRESENTATION AUX QUATRE PAYS LES PLUS PEUPLES D'EUROPE. PARMIS CES PAYS, ET NOTAMMENT EN GRANDE-BRETAGNE, LES DIRIGEANTS TIENNENT, SUR LES COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE, LE MEME LANGAGE QUE NOUS. CE N'EST PAS PAR L'ELECTION QUE SE POURSUIVRA LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE. IL S'AGIT SIMPLEMENT DE DONNER UN CONTENU DEMOCRATIQUE A UNE INSTITUTION CREEE PAR LE TRAITE_DE_ROME. LE PROGRES DE L'EUROPE SE FERA PAR LES PROGRES EN_DIRECTION DE L'EUROPE CONFEDERALE, C'EST-A-DIRE EN TRAITANT LES PROBLEMES DE LA COORDINATION DES ACTIONS DE L'EXECUTIF EN EUROPE. C'EST LE SENS DE LA MISSION QUI A ETE CONFIEE, A MA DEMANDE, AUX TROIS SAGES QUI NOUS SAISIRONT DE LEURS REFLEXIONS A L'AUTOMNE PROCHAIN

-\

ANTENNE_2 `TELEVISION`.- ET LA QUESTION DES MONTANTS COMPENSATOIRES ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, LA AUSSI, UN COUP D'OEIL SUR L'HISTOIRE. LES PREMIERS MONTANTS COMPENSATOIRES DATEDENT DE 1969 `ANNEE`, LORS DE LA DEVALUATION DU FRANC ET DE LA PREMIERE REEVALUATION DU DEUTSCHMARK. J'ETAIS ALORS MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES. LES MONTANTS COMPENSATOIRES AVAIENT ETE CREEES POUR DEUX ANS, ET ONT ETE SUPPRIMES AU TERME DE CETTE PERIODE. ILS SONT REAPPARUS EN 1971, EN-RAISON DU FLOTTEMENT DES MONNAIES EUROPEENNES. ILS ONT ATTEINT LEUR POINT CULMINANT NON PAS AUJOURD'HUI, MAIS L'ANNEE DERNIERE, EN-RAISON DES ECARTS ENTRE L'EVOLUTION DES PRINCIPALES MONNAIES EUROPEENNES. EN EFFET, POUR LA FRANCE, IL Y A UN AN CES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES DEPASSAIENT 20 %. A L'HEURE ACTUELLE ILS SONT REVENUS A 10,8 %. QUE SIGNIFIENT CES ECARTS ? ILS SIGNIFIENT QUE LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES NE SONT PAS LES MEMES DANS LES DIFFERENTS PAYS EUROPEENS ET QU'ON PAIE LE LITRE DE LAIT A UN PRIX DIFFERENT AU PRODUCTEUR ALLEMAND, NEERLANDAIS, FRANCAIS OU ITALIEN. CETTE SITUATION EST ANORMALE, DANS UN ENSEMBLE OU LES PRIX INDUSTRIELS SONT LES MEMES ET OU NOUS VOULONS QUE LES EVOLUTIONS MONETAIRES SOIENT PARALLELES. IL Y A DONC UNE LOGIQUE EVIDENTE, RECONNUE PAR LES PARTENAIRES, ENTRE LE FAIT D'ORGANISER L'UNION MONETAIRE ET EN MEME TEMPS L'ELIMINATION DES MONTANTS COMPENSATOIRES

-\

`REPONSE` IL Y A LES MONTANTS COMPENSATOIRES NOUVEAUX ET LES MONTANTS COMPENSATOIRES PASSES. POUR LES NOUVEAUX, LA REGLE DOIT FAIRE PARTIE DE L'ACCORD SUR LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN `SME` PUISQUE SI NOUS DECIDONS DE RAPPROCHER NOS MONNAIES, IL FAUT DECIDER QUE LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES DANS L'AVENIR EVOLUERONT DE FACON SEMBLABLE. JE CROIS, A CE SUJET, QUE NOUS SOMMES PROCHES D'UN ACCORD. IL Y A EN EFFET ACCORD SUR LE PRINCIPE DE LEUR ELIMINATION. IL Y A PRATIQUEMENT ACCORD SUR LA DUREE DE LA PERIODE DE LEUR ELIMINATION QUI PORTERAIT SUR DEUX CAMPAGNES. IL Y A, PAR CONTRE, DESACCORD SUR LA MANIERE DONT CETTE ELIMINATION S'EFFECTUERAIT. CE DESACCORD TIENT AUX DIFFICULTES DE LA POLITIQUE DE FIXATION DES PRIX CAR C'EST, EN REALITE, PAR LE BIAIS DES PRIX QU'ON PEUT ASSURER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE L'ELIMINATION DE CES MONTANTS COMPENSATOIRES. NEANMOINS, LORS DE LA DERNIERE REUNION DE BRUXELLES, IL Y A EU DES INDICATIONS PERMETTANT DE

PENSER QUE, SUR CE DERNIER POINT, IL SERA EGALEMENT POSSIBLE DE PROGRESSER ET DE CONCLURE. L'AFFAIRE DES MONTANTS COMPENSATOIRES EXISTANTS EST TOUT A FAIT DIFFERENTE. C'EST LA LIQUIDATION D'UNE SITUATION PASSEE. NOUS AVONS DECIDE ENSEMBLE, A BRUXELLES, QUE CES MONTANTS COMPENSATOIRES ANCIENS DEVRAIENT ETRE ELIMINES. LA COMMISSION `COMMISSION_EUROPEENNE` A FAIT DES PROPOSITIONS ET ELLE ENVISAGE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES A CET EFFET. A L'HEURE ACTUELLE, NOUS ESTIMONS QUE CES MESURES SONT INSUFFISANTES. NOUS AVONS L'INTENTION D'OBTENIR, LORS DE LA PROCHAINE FIXATION DES PRIX AGRICOLES, DONT LE DEBAT COMMENCE, UN DEMANTELEMENT PLUS RAPIDE DES MONTANTS COMPENSATOIRES NEGATIFS ET POSITIFS

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES` NEW-YORK DAILY NEWS.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA FRANCE A ETE LE PRINCIPAL ARTISAN DE LA POLITIQUE DE LA DETENTE. EST-CE QUE CETTE DETENTE NE SEMBLE PAS EN DANGER ACTUELLEMENT ET QUE CROYEZ-VOUS FAIRE A CE SUJET LORS DE VOTRE VOYAGE A MOSCOU ? LE PRESIDENT.- LA POLITIQUE DE LA DETENTE FAIT PARTIE DE L'ORIENTATION FONDAMENTALE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE. JE L'AI DIT A PLUSIEURS REPRISES, JE LE REPETE AUJOURD'HUI. LA POLITIQUE DE LA DETENTE, EN EFFET, N'A COMME ALTERNATIVE QUE L'ACCEPTATION DU RISQUE DE LA GUERRE ET SON COROLLAIRE QUI EST LA REPRISE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS. C'EST POURQUOI LA FRANCE EST FONDAMENTALEMENT ATTACHEE A LA POLITIQUE DE LA DETENTE. CETTE POLITIQUE DE LA DETENTE PEUT ETRE MENEES AVEC LUCIDITE ET FERMETE. ELLE DOIT REPOSER SUR UNE SITUATION DE SECURITE. C'EST POURQUOI LA FRANCE VEILLE DE FACON TRES ATTENTIVE, AU PROBLEME PRESENT ET FUTUR DE SA SECURITE. EN MEME TEMPS, CETTE POLITIQUE DOIT S'ACCOMPAGNER D'UNE ACTION POSITIVE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS QUI PEUVENT LA SOUTENIR : LES RELATIONS HUMAINES, RELATIONS ECONOMIQUES, COOPERATION POLITIQUE, ETC... C'EST LA POLITIQUE QUE LA FRANCE CONDUIT ET QU'ELLE VA CONTINUER A CONDUIRE DANS LA PERIODE A VENIR. J'AURAI L'OCCASION, EN EFFET, DANS QUELQUES SEMAINES MAINTENANT, DE FAIRE LE POINT DE L'APPLICATION DE CETTE POLITIQUE AVEC LES HAUTS DIRIGEANTS DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS`. CE NE SERA PAS POUR LA REMETTRE EN_CAUSE, CE SERA AU CONTRAIRE POUR RECHERCHER LA MANIERE DE CONSOLIDER LA DETENTE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES` QUESTION (RADIOTELEVISION SOVIETIQUE).- QUELLE EST ACTUELLEMENT VOTRE APPRECIATION SUR L'_ETAT DES RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES ? LE PRESIDENT.- JE CONSIDERE QUE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` ET LA FRANCE SONT EGALEMENT ATTACHEES A LA POLITIQUE DE LA DETENTE, ET QU'A L'HEURE ACTUELLE LEURS ATTITUDES SONT CONVERGENTES SUR CE POINT. L'_ETAT ACTUEL DES RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES EST SATISFAISANT. C'EST AINSI QUE LE JUGE LA PARTIE FRANCAISE. JE CROIS QUE CES RELATIONS PEUVENT ENCORE SE DEVELOPPER, DE DEUX MANIERES : D'ABORD AU-PLAN DE L'ANALYSE DES SITUATIONS POLITIQUES. NOUS AVONS OBSERVE DANS LE MONDE, L'ANNEE DERNIERE ET CETTE ANNEE, DES SITUATIONS DE TENSION A PROPOS DESQUELLES NOS ANALYSES N'ETAIENT PAS TOUJOURS SEMBLABLES, ET IL PEUT ETRE UTILE QU'IL Y AIT UNE ANALYSE EN_COMMUN DE CES SITUATIONS POUR VOIR CE QUI PEUT ETRE FAIT POUR APPLIQUER L'ESPRIT DE DETENTE. ENSUITE NOS RELATIONS ECONOMIQUES, APRES AVOIR ETE TRES ACTIVES DANS LES ANNEES 1975 - 1977 ONT, DU FAIT D'UN CERTAIN NOMBRE DE FACTEURS, ET NOTAMMENT DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE INTERNATIONALE, CONNU UN CERTAIN RALENTISSEMENT EN 1978. JE CROIS QU'IL EST TRES UTILE DE DONNER AUX RELATIONS FRANCO - SOVIETIQUES LE FONDEMENT D'ECHANGES ET DE RELATIONS ECONOMIQUES IMPORTANTS. C'EST POURQUOI NOUS RECHERCHONS AVEC NOS PARTENAIRES SOVIETIQUES LA MANIERE

POURQUOI NOUS RECHERCHERONS AVEC NOS PARTENAIRES SOVIETIQUES LA MANIERE DE DEVELOPPER POUR LA PERIODE A VENIR, CINQ OU DIX ANS, LE NIVEAU DE NOS RELATIONS ECONOMIQUES

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AU-COURS DE CE VOYAGE QUE VOUS ALLEZ FAIRE EN UNION SOVIETIQUE `URSS` A LA FIN DU MOIS DE MARS, ET EGALEMENT A PROPOS DU DESARMEMENT GENERAL, DANS LA PERSPECTIVE DES TROIS SALT, POURQUOI LA FRANCE REFUSE-T-ELLE DE PARTICIPER EFFECTIVEMENT A LA NEGOCIATION QUI INTERESSE L'EUROPE, ET DONT L'UNION SOVIETIQUE PAR EXEMPLE DEMANDE QU'ON TIENNE LA FRANCE POUR PARTICIPANTE AU MEME _TITRE QUE LES ANGLAIS ET LES AMERICAINS ? LE PRESIDENT. Y A-T-IL SUR LES SALT D'AUTRES QUESTIONS OU EST-CE LA SEULE ? QUESTION.- D'APRES VOUS, AU POINT OU CELA EN EST, - JE REVIENS A LA QUESTION DE MON CONFRERE - ETES-VOUS PRET EVENTUELLEMENT A PARTICIPER A SALT 3 ? LE PRESIDENT.- JE RAPPELLERAI CE QUE SONT CES SALT POUR L'OPINION. CE SONT DES NEGOCIATIONS SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS STRATEGIQUES, QUI SONT CONDUITES A L'HEURE ACTUELLE ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE, A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE PUISSANCE, ET QUI PORTENT SUR CE QU'ON APPELLE LES SYSTEMES CENTRAUX, C'EST-A-DIRE LES ARMEMENTS, QUELLE QU'EN SOIT LA _NATURE, QUI SE TROUVENT PLACES AUX ETATS-UNIS ET QUI MENACENT L'UNION SOVIETIQUE, OU QUI SE TROUVENT PLACES EN UNION SOCIETIQUE ET QUI MENACENT LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE. DANS CETTE NEGOCIATION, A L'HEURE ACTUELLE, LES ARMES STATIONNEES AILLEURS, OU VISANT D'AUTRES PARTIES DU MONDE, NE SONT PAS PRISES EN CONSIDERATION

-\

`REPONSE` PREMIERE QUESTION : EST-CE QUE LA FRANCE EST FAVORABLE A LA NEGOCIATION SALT 2 ? JE DIRAI QUE LA FRANCE EST FAVORABLE AU PRINCIPE DE LA NEGOCIATION SALT. ELLE ESTIME EN EFFET QU'IL Y A INTERET POUR LA COLLECTIVITE MONDIALE A ARRETER LA COURSE AUX ARMEMENTS STRATEGIQUES, ET QU'ELLE A INTERET A CE QUE CETTE COURSE ELLE-MEME SOIT RALENTIE. NOUS SOMMES CONDUITS, DANS LE DEVELOPPEMENT DE MOYENS DE SECURITE, A TENIR _COMPTE DU NIVEAU ATTEINT PAR LES AUTRES, PAR LES GRANDES PUISSANCES. NOUS N'AVONS PAS INTERET A CE QUE CE NIVEAU SOIT EN PERPETUEL ACCROISSEMENT. LA FRANCE EST DONC FAVORABLE AU PRINCIPE DES NEGOCIATIONS SALT. EN CE QUI CONCERNE SALT 2, LA FRANCE N'A PAS PARTICIPE A LA NEGOCIATION, ET CETTE NEGOCIATION N'EST PAS CONCLUE. IL N'EST DONC PAS POSSIBLE A L'HEURE ACTUELLE DE PORTER UN JUGEMENT SUR SON CONTENU. NOUS NE POURRONS LE FAIRE QUE LORSQUE NOUS CONNAITRONS LE TEXTE ET CE, EN-FONCTION DE DEUX CRITERES : EST-CE UN ACCORD EFFECTIVEMENT EQUILIBRE ENTRE LES DEUX SUPER-PUISSANCES ? QUELLES SONT SES CONSEQUENCES, POUR LA SECURITE DE L'EUROPE ? SALT 2 SERA VRAISEMBLABLEMENT SUIVI D'UNE NEGOCIATION SALT 3. POURQUOI ? C'EST PARCE QUE CES NEGOCIATIONS VISENT A LIMITER LES ARMEMENTS STRATEGIQUES DE DEUX MANIERES, D'UNE _PART EN EN LIMITANT LE NOMBRE, ET D'AUTRE _PART EN EN LIMITANT LE PROGRES TECHNOLOGIQUE, SI L'ON PEUT APPELER PROGRES LE DEVELOPPEMENT DES ARMES NUCLEAIRES. PERIODIQUEMENT, IL EST NECESSAIRE DE PASSER UN NOUVEL ACCORD POUR ARRETER LES ETAPES A VENIR DU PROGRES TECHNOLOGIQUE NUCLEAIRE. APRES SALT 2, IL Y AURA UN SALT 3, EVENTUELLEMENT D'AUTRES SALT

-\

`REPONSE` TANT QU'IL S'AGIT D'UNE NEGOCIATION ENTRE LES SYSTEMES CENTRAUX, AMERICAINS ET SOVIETIQUES, LA FRANCE N'A AUCUNE RAISON D'Y PARTICIPER. LA QUESTION POSEE PAR CERTAINS ETAIT DE SAVOIR SI LA NEGOCIATION SALT 3 SERAIT ETENDUE A D'AUTRES ARMES, ET EN-PARTICULIER AUX ARMES QUI, STATIONNEES EN UNION SOVIETIQUE, POURRAIENT MENACER L'EUROPE, OU AUX ARMES QUI, STATIONNEES EN EUROPE, POURRAIENT MENACER L'UNION SOVIETIQUE `URSS`. C'EST

UNE QUESTION EXTREMEMENT COMPLEXE, DANS LE DETAIL DE LAQUELLE JE NE PUIS ENTRER. MAIS VOICI LES CONCLUSIONS DE NOTRE RAISONNEMENT SUR CE SUJET : LES CHANCES D'ABOUTIR POUR UNE NEGOCIATION PORTANT SUR 16 ARMEMENTS QU'ON APPELLE LES ARMEMENTS DE ZONE GRISE SONT EXTREMEMENT FAIBLES, EN-RAISON DE LA DIVERSITE DES SITUATIONS, DE LA DIVERSITE DES ARMEMENTS, ET DES CONDITIONS DANS LESQUELLES CEUX-CI SERAIENT EVENTUELLEMENT UTILISES. JE NE CROIS PAS AU SUCCES D'UNE NEGOCIATION SALT PORTANT SUR LES ARMEMENTS DE LA ZONE GRISE A L'HEURE ACTUELLE. DE TOUTES FACONS, LA FRANCE N'Y PARTICIPERAIT PAS PARCE QUE SON SYSTEME EST UN SYSTEME CENTRAL. IL EST VRAI QU'IL EST SITUÉ EN EUROPE, MAIS SI L'ON EXAMINE LES CONDITIONS POLITIQUES DE SON EMPLOI ET LA SITUATION QUI EN DECOULE, IL RESSEMBLE AUX SYSTEMES CENTRAUX SOVIETIQUES ET AMERICAINS. IL NE PEUT DONC PAS ETRE CLASSE DANS LA ZONE GRISE, ET A-CE-TITRE, LA FRANCE A TOUTES LES RAISONS DE NE PAS PARTICIPER A UNE TELLE NEGOCIATION. IL FAUDRAIT NATURELLEMENT ENTRER PLUS DANS LE DETAIL. VOUS M'EXCUSEZ DE LA BRIEVETE DE CETTE PRESENTATION DES SALT

-\

A.B.C.- MONSIEUR LE PRESIDENT, BEAUCOUP D'OBSERVATEURS EN EUROPE PENSENT AUJOURD'HUI QUE LA POLITIQUE AMERICAINE ACTUELLE CREE UN VIDE DE PUISSANCE DANS LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VIVONS. EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE CE VIDE EXISTE ? EST-CE QUE L'ACTION PRESENTE DE LA FRANCE DANS BEAUCOUP DE DOMAINES INTERNATIONAUX, NOTAMMENT EN AFRIQUE, EST UN EFFORT POUR REMPLIR CE VIDE ? LE PRESIDENT.- LA SITUATION DANS LE MONDE, C'EST-A-DIRE D'UNE_PART, LA RAPIDITE D'EVOLUTION, ET D'AUTRE_PART, LA TRES GRANDE TENSION QUI EXISTE DANS DIVERSES REGIONS DU MONDE, REND NECESSAIRE UNE CONCEPTION CLAIRE ET UNE EXECUTION HARDIE ET FERME DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE. TELLE EST LA CONCEPTION DE LA FRANCE. C'EST AINSI QU'ELLE A AGI LORSQUE SES RESPONSABILITES ONT ETE EN CAUSE. C'EST AINSI QU'ELLE CONTINUERA A AGIR LORSQUE SES INTERETS NATIONAUX OU SA POLITIQUE EXTERIEURE LE RENDRONT NECESSAIRE

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PARDON DE PROLONGER LES QUESTIONS QUI VIENNENT DE PRECEDER. EST-CE QUE VOUS CROYEZ OU NON A LA POSSIBILITE D'UNE GUERRE LIMITEE DANS LES TROIS OU CINQ ANS QUI VIENNENT, ET SECONDE QUESTION, EST-CE QUE VOUS NE CROYEZ PAS NECESSAIRE DE PROFITER DE VOTRE VOYAGE A MOSCOU POUR RASSURER LES SOVIETIQUES QUI SONT, VOUS LE SAVEZ, INQUIETS DE CERTAINS JEUX DIPLOMATIQUES OCCIDENTAUX TENTANT DE PRIVILEGIER LA CHINE DANS TELS OU TELS RAPPORTS ? HERALD TRIBUNE.- LE DEVELOPPEMENT DES CONTACTS ENTRE LA CHINE ET LES PAYS EUROPEENS ET L'AMERIQUE INQUIETE, COMME MON COLLEGE L'A DIT, VISIBLEMENT LES SOVIETIQUES, A VOTRE AVIS QUELLES PEUVENT ETRE LES REACTIONS SOVIETIQUES, OU L'IMPACT DE CES REACTIONS SOVIETIQUES SUR L'EUROPE DE L'OUEST ET SUR L'EUROPE DE L'EST ? EST-CE QUE VOUS, ET VOS PARTENAIRES OCCIDENTAUX, ETES D'ACCORD SUR LA MANIERE DE TRAITER AVEC LA CHINE D'AUJOURD'HUI ? AUTREMENT DIT, MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS POUVEZ AVOIR DE BONS RAPPORTS A LA FOIS AVEC LA CHINE ET L'URSS ? EUROPE_1.- PARTAGEZ-VOUS LE POINT_DE_VUE DU CHANCELIER SCHMIDT, EXPRIME A LA GUADELOUPE, QUI NE VOUDRAIT PAS TROP EXCITER L'OURS POLAIRE EN JOUANT UN PEU TROP GENTIMENT AVEC LES CHINOIS ? LE PRESIDENT.- RIEN N'EST PLUS IRRESPONSABLE POUR UN HOMME_D_ETAT QUE DE PORTER JUGEMENT SUR LES EVENEMENTS CONCERNANT LA VIE DE SES COMPATRIOTES SURTOUT QUANT IL NE DISPOSE PAS DE L'ENSEMBLE DES DONNEES. JE NE PEUX PAS VOUS DIRE S'IL ARRIVERA TEL OU TEL EVENEMENT DANS LES TROIS OU CINQ ANS A VENIR

-\

`REPOSE` JE PEUX PARLER SEULEMENT DES INTENTIONS DES DIRIGEANTS. JE CONSIDERE LES DIRIGEANTS DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` COMME ETANT ATTACHES A LA PAIX, ET N'AYANT NULLEMENT L'INTENTION D'ENTREPRENDRE OU DE DECLENCHER UNE ACTION MILITAIRE SUSCEPTIBLE D'AFPECTER L'EUROPE DE L'OUEST. JE PEUX PRECISER QUE C'EST LEUR _ETAT D'ESPRIT. JE LES CONNAIS ET C'EST D'AILLEURS UNE DES RAISONS POUR LESQUELLES NOUS PRATIQUONS AVEC EUX LA POLITIQUE DE LA DETENTE. LA FRANCE SOUHAITE CONTRIBUER A ECARTER LE DANGER D'AFFRONTEMENT, OU QU'IL SOIT, DANS LES ANNEES A VENIR. C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE ELLE EST DEVENUE UN PARTENAIRE ACTIF DE LA POLITIQUE DE DESARMEMENT. JE N'EVOQUERAI PAS LES THEMES DE CETTE POLITIQUE, JE VOUS INDIQUE SEULEMENT QUE, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE AU MEXIQUE, LA AUSSI A LA FIN DU MOIS, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS SIGNERA LE PROTOCOLE NO 1 DU TRAITE DE TLATELOLCO, QUI CONCERNE LA DENUCLEARISATION OU PLUTOT LA NON NUCLEARISATION DE L'AMERIQUE LATINE ET CENTRALE `AMERIQUE CENTRALE`

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - CHINOISES ` REPOSE` EN CE QUI CONCERNE LES RAPPORTS AVEC LA CHINE, JE VOUS RAPPELLE QUE LA FRANCE EST LE PREMIER PAYS A AVOIR RECONNU LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. ELLE L'A FAIT, DANS CETTE SALLE, OU J'ETAIS EN 1964, LORSQUE LE GENERAL DE GAULLE A ANNONCE LA RECONNAISSANCE PAR LA FRANCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. POURQUOI LA FRANCE L'A-T-ELLE FAIT ? C'EST PARCE QU'ELLE RECONNAIT LES REALITES. LA CHINE A LA FOIS PAR SON NOMBRE ET PAR SA TRADITION HISTORIQUE, PAR SON POIDS DANS LE MONDE, EST UNE REALITE DONT IL FAUT TENIR _COMPTE. DEPUIS CETTE DATE, LA POLITIQUE DE LA FRANCE A TOUJOURS ETE DE FAVORISER LA PARTICIPATION DE LA CHINE A LA VIE INTERNATIONALE. C'EST AINSI QUE LA FRANCE A POUSSE A CE QUE LA CHINE OCCUPE SON SIEGE ET LE RETROUVE AU-SEIN DE L'ASSEMBLEE DES NATIONS-UNIES ET AU CONSEIL _DE _SECURITE. C'EST AINSI QUE LA FRANCE A SOUHAITE QUE LA CHINE PUISSE REPRENDRE SA PLACE DANS LES TRAVAUX DU DESARMEMENT. MAIS, EN MEME TEMPS QUE LA FRANCE S'ENGAGEAIT DANS CETTE POLITIQUE, ELLE EN PRATIQUAIT UNE AUTRE QUI ETAIT CELLE DE LA DETENTE, CENTREE SUR L'AMELIORATION DES RELATIONS DE CONFIANCE ENTRE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` ET SES PARTENAIRES OCCIDENTAUX. DEPUIS L'ORIGINE, LA FRANCE A AINSI MENE UNE POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DES REALITES CHINOISES ET DE POURSUITE DE LA DETENTE. CELA RESTERA LA REGLE DE NOTRE ACTION. NOUS ESTIMONS QUE LA RECONNAISSANCE DE LA REALITE CHINOISE POURRA S'EFFECTUER D'UNE MANIERE TELLE QU'ELLE FAVORISERA LE JEU NORMAL DES RELATIONS INTERNATIONALES. IL NE FAUT PAS QU'ELLE SOIT TRAITEE COMME UN FACTEUR DESTABILISANT DES RELATIONS INTERNATIONALES, RELANÇANT LES TENSIONS, NOTAMMENT MILITAIRES, SUR NOTRE PLANETE. A CET EGARD LA FRANCE DEVELOPPER A SES RELATIONS AVEC LA CHINE DANS UN ESPRIT DE RESPONSABILITE POUR CE QUI CONCERNE LA CONTRIBUTION QUE NOUS CONTINUERONS A APPORTER A LA POLITIQUE DE LA DETENTE ET A L'ELIMINATION DES DANGERS DE CONFLIT MILITAIRE DANS LE MONDE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - CHINOISES` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE CELA SIGNIFIE QUE VOUS NE VENDREZ PAS D'ARMES A LA CHINE ? LE PRESIDENT.- LA CHINE, COMME TOUS LES GRANDS PAYS A DROIT A CE QUE J'AI APPELE A LA TRIBUNE DES NATIONS-UNIES, LE DROIT NATIONAL A LA SECURITE. IL EST DONC NATUREL QUE LA CHINE, COMME NOUS-MEMES, ET COMME LES AUTRES, DISPOSE DES MOYENS NECESSAIRES POUR ASSURER SA SECURITE. EN REVANCHE, LA FRANCE N'APPORTERA PAS DE CONTRIBUTION ICI OU LA A CE QUI POURRAIT CONDUIRE A L'ACCROISSEMENT DU DANGER MILITAIRE OFFENSIF DANS LE MONDE

-\

LA LETTRE DE LA NATION. MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS VENEZ D'ANNONCER A

LA LETTRE DE LA NATION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS VENEZ D'ANNONCER, A PROPOS DE VOTRE VOYAGE AU MEXIQUE, QUE VOUS ALLEZ SIGNER LE TRAITE DE TLATELOLCO & EST-CE QUE CELA VEUT DIRE QUE LE DEPARTEMENT FRANCAIS DE LA GUYANE EST ABSOLUMENT EXCLU DE LA ZONE NUCLEAIRE FRANCAISE ? LE PRESIDENT.- LE DEPARTEMENT DE LA GUYANE EST UN DEPARTEMENT FRANCAIS SITUE EN AMERIQUE, IL EST BORDE PAR LA MER DES CARAIBES ET IL N'EST PAS BORDE PAR LES RIVAGES DE LA MEDITERRANEE OU DE LA MANCHE. POUR CERTAINS DE SES PROBLEMES, IL APPARTIENT A L'ENVIRONNEMENT DE L'AMERIQUE LATINE & A CET EGARD, IL SERA TRAITE COMME LE SONT LES DIFFERENTS ELEMENTS DE LA ZONE. PAR CONTRE, LES DROITS DE SOUVERAINETE, NOTAMMENT DE SOUVERAINETE MILITAIRE FRANCAISE, POUR CE QUI CONCERNE LA GUYANE, NE SERONT PAS MODIFIES PAR CE PROTOCOLE

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOTRE ESPRIT DE TRAITER AVEC LA CHINE EST PARTAGE PAR VOS PARTENAIRES OCCIDENTAUX, A VOTRE AVIS ? LE PRESIDENT.- JE PENSE QUE VOUS POURRIEZ UTILEMENT LEUR POSER LA QUESTION. JE CROIS QUE, DANS L'ENSEMBLE, CHACUN S'ACCORDE A RECONNAITRE QUE LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AVEC LA CHINE DOIT ETRE CONDUIT DE FACON A NE PAS CREER UNE TENSION, OU UN RISQUE, DANS LES RELATIONS VIS-A-VIS DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS`. MAIS A MON AVIS IL FAUT ETRE PLUS EXPLICITE QUE CELA. IL FAUT INDIQUER TRES CLAIREMENT QUE L'ETABLISSEMENT DE NOUVELLES RELATIONS DOIT ETRE CONDUIT DE TELLE MANIERE QUE CE NE SOIT PAS UN FACTEUR DE DESTABILISATION DES RELATIONS INTERNATIONALES, QUE CE SOIT AU CONTRAIRE COMPATIBLE AVEC LA RECHERCHE DE LA DETENTE ET DE LA SECURITE

-\

L'HUMANITE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOS CONSIDERATIONS SUR LA POLITIQUE DITE PACIFIQUE DE L'HUMANITE, VOS CONSIDERATIONS SUR LES INTENTIONS PACIFIQUES DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, VOUS ONT-ELLES CONDUIT A MODIFIER VOTRE CONCEPTION STRATEGIQUE POUR LA FRANCE ET A REVENIR, A-PARTIR DE CELLES IMPOSEES DERNIEREMENT, DITES DE LA BATAILLE DE L'AVANT, A CELLES PLUS ANCIENNES, DITES DE LA STRATEGIE TOUS AZIMUTS ? LE PRESIDENT.- ON NE VA PAS ENTRER DANS UN DEBAT DE STRATEGIE. JE VOUS RAPPELLE QUE LA DISSUASION FRANCAISE EST, DU POINT DE VUE DE SES IMPLICATIONS MILITAIRES, AUTREMENT MEURTRIERE ET DESTRUCTIVE QUE LA PARTICIPATION A TELLE OU TELLE BATAILLE. ON SAIT BIEN DANS QUELLES CONDITIONS CETTE SITUATION A ETE CONCUE ET ORIENTEE. LA FRANCE FIXE SON NIVEAU DE SECURITE AU-NIVEAU NECESSAIRE POUR MAINTENIR, QUELLE QUE SOIT L'EVOLUTION DE LA SITUATION STRATEGIQUE DANS LE MONDE, LA CREDIBILITE C'EST-A-DIRE L'EFFICACITE DE SA DISSUASION. A CET EGARD, J'AI DEMANDE LA MISE A L'ETUDE D'UNE NOUVELLE GENERATION D'ARMES NUCLEAIRES, AU-DELA DE LA GENERATION ACTUELLE, SUR LA NATURE ET SUR LE CONTENU DE LAQUELLE LE GOUVERNEMENT SERA APPELE A SE PRONONCER. ELLE AURA POUR OBJET DE MAINTENIR DANS LES ANNEES 1980 - 2000 L'EFFICACITE DE LA DISSUASION FRANCAISE AU-NIVEAU NECESSAIRE POUR GARANTIR NOTRE SECURITE

-\

TELEVISION DE COTE D'IVOIRE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, MA QUESTION PORTE SUR LES APPROVISIONNEMENTS ENERGETIQUES ET SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION PETROLIERE, CE QUI INTERESSE DIRECTEMENT LA FRANCE DU FAIT DE SA DEPENDANCE. CRAIGNEZ-VOUS UNE CRISE MONDIALE DE L'ENERGIE, SOIT PAR UNE PENURIE DE PETROLE, SOIT PAR HAUSSE DES PRIX QUE L'EUROPE NE POURRAIT PAS ABSORBER ? LE PRESIDENT.- LA CRISE QUE NOUS ALLONS CONNAITRE DIFFERE, A PLUSIEURS EGARDS, DE CELLE DE L'AUTOMNE 1973. EN EFFET, ELLE PORTERA SUR LES QUANTITES AU LIEU DE PORTER SUR LES PRIX. C'EST UNE CRISE QUI SE PRODUIT A UN MOMENT OU IL N'Y A PAS DE SITUATION D'AFFRONTEMENT ENTRE LES PAYS ARABES ET, PAR EXEMPLE, LA

COMMUNAUTE EUROPEENNE. LA CRISE DE 1973 ETAIT D'ORIGINE POLITIQUE ET A PRIS ENSUITE LA FORME D'UNE DECISION VOLONTAIRE DE MAJORATION CONSIDERABLE DU PRIX DU PETROLE. AUJOURD'HUI, JE SOUHAITE, D'UNE PART, QUE LES PAYS PRODUCTEURS FASSENT UN EFFORT, QU'IL PARAISSENT DESIREUX D'ENTREPRENDRE, POUR ATTENUER LES DIFFICULTES TENANT A LA QUANTITE LIVREE SUR LE MARCHE. L'IRAN NE POURRA PAS REPREDRE RAPIDEMENT SA PRODUCTION A SON NIVEAU ANTERIEUR. POUR LES BESOINS DE SA PROPRE VIE NATIONALE, ELLE SERA NATURELLEMENT CONDUITE A REPREDRE SON EXTRACTION ET SA VENTE DE PETROLE. MAIS, AVANT QUE CELA SE PRODUISE, IL EST IMPORTANT QUE LES PAYS PRODUCTEURS FASSENT L'EFFORT QU'ILS PEUVENT FAIRE POUR MAINTENIR LE NIVEAU DES QUANTITES OFFERTES SUR LE MARCHE. D'AUTRE PART, IL FAUT EVITER QUE N'APPARASSE A CETTE OCCASION UNE SITUATION D'AFFRONTMENT. C'EST POURQUOI LA FRANCE, PROFITANT DES RELATIONS QU'ELLE A MAINTENUES ET CONFIRMEES AVEC LES PRINCIPAUX PAYS ARABES PRODUCTEURS, VA ETRE EN CONTACT AVEC EUX AU-COURS DES SEMAINES PROCHAINES. ELLE FERA EN SORTE QU'IL Y AIT UNE APPROCHE CONCERTEE DE CE PROBLEME DE L'APPROVISIONNEMENT PETROLIER

-\

` REPOSE ` ENFIN, SUR-LE-PLAN DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, JE DEMANDERAI QUE SOIT INSCRIT, AU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN DU MOIS DE MARS, LE PROBLEME DE L'ENERGIE, DE FACON A FAIRE LE POINT DES MAIGRES RESULTATS QUI ONT ETE OBTENUS JUSQU'ICI, ET AU LIEU DE CHERCHER A PLAQUER UNE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE SUR LES POLITIQUES NATIONALES, CE QUI FINALEMENT A ECHOUÉ, DE VEILLER A LA CONVERGENCE DE NOS POLITIQUES NATIONALES AU-SEIN DE LA COMMUNAUTE, DE FACON A TENDRE VERS LES MEMES RESULTATS. IL Y A DEUX SUJETS SUR LESQUELS IL POURRAIT Y AVOIR UNE ACTION BEAUCOUP PLUS VIGOUREUSE DE LA COMMUNAUTE, CE SONT D'ABORD LES ACTIONS CONCERTEES D'ECONOMIES D'ENERGIE £ C'EST ENSUITE L'ACTION CONCERTEE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES DE REMPLACEMENT, SOIT DES ENERGIES FOSSILES, C'EST-A-DIRE LE CHARBON QUI EXISTE EN GRANDE QUANTITE DANS LA COMMUNAUTE, SOIT LES ENERGIES NOUVELLES DE REMPLACEMENT, NUCLEAIRES OU FUTURES

-\

QUESTION (PRESSE MEXICAINE).- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DU MEXIQUE VIS-A-VIS DES ETATS-UNIS EST GRANDE £ D'AILLEURS LE PRESIDENT CARTER EST ACTUELLEMENT AU MEXIQUE ET LE GOUVERNEMENT MEXICAIN SEMBLE CHERCHER EN CE MOMENT A DIVERSIFIER SES RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS. ET IL Y A DU PETROLE AU MEXIQUE. MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS CE CONTEXTE, QUE SIGNIFIE VOTRE PROCHAINE VISITE A MEXICO ? LE PRESIDENT.- VOUS SAVEZ QUE LES RELATIONS ENTRE LE MEXIQUE ET LA FRANCE SONT DES RELATIONS TRADITIONNELLES QUI N'ONT PAS ATTENDU LA PERIODE ACTUELLE POUR SE DEVELOPPER. J'AJOUTE QUE J'AI AVEC LE PRESIDENT LOPEZ PORTILLO, DES RELATIONS PERSONNELLES. NOUS NOUS SOMMES CONNUS, NOUS AVONS TRAVAILLE ENSEMBLE LORSQU'IL ETAIT MINISTRE DES FINANCES DU MEXIQUE, ET J'AI DEJA APPRECIE LA QUALITE ET LA FERMETE DE SES VUES. NOUS PENSONS QUE LE MEXIQUE EST UN DES PAYS APPELES A DEVENIR UN DES POLES DE L'ORGANISATION MULTIPOLAIRE DU MONDE EN-RAISON DU DEVELOPPEMENT TRES IMPORTANT DE SA POPULATION ET DE SON DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE APPUYE SUR DIVERSES ACTIVITES, NOTAMMENT LE PETROLE. C'EST POURQUOI LA FRANCE QUI SOUHAITE QU'IL Y AIT UN RESEAU DE RELATIONS DANS LE MONDE ENTRE CES POLES DE L'AVENIR, CONSIDERE QU'IL EST TRES IMPORTANT DE DEVELOPPER SES RELATIONS, ET PAR LA MEME CELLES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, AVEC LE MEXIQUE. JE CROIS QUE L'ATTITUDE DU MEXIQUE EST SYMETRIQUE, C'EST-A-DIRE QU'IL SOUHAITE AVOIR UNE GAMME VARIEE DE RELATIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES EXTERIEURES. L'EUROPE

LUI OFFRE A CET EGARD DE TRES IMPORTANTES PERSPECTIVES. C'EST POURQUOI J'ATTACHE UNE GRANDE IMPORTANCE A MA VISITE, DONT LA DATE AVAIT ETE FIXEE AVEC LE PRESIDENT LOPEZ PORTILLO DEPUIS LONGTEMPS DEJA

-\

TELEVISION MEXICAINE.- TOUT LE MONDE CONNAIT L'EXISTENCE DU PETROLE AU MEXIQUE PUISQUE LES PAYS OCCIDENTAUX ONT COMMENCE CERTAINES PRESSIONS POUR QUE LE MEXIQUE AUGMENTE SA PRODUCTION. QUELLE EST LA POSITION DE LA FRANCE A CE SUJET ? LE PRESIDENT.- LA FRANCE N'A PAS DE RESPONSABILITES DANS LA PRODUCTION DU PETROLE AU MEXIQUE. J'AI DIT TOUT A L'HEURE QUE POUR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, QU'IL S'AGISSE DES PAYS CONSOMMATEURS DONT NOUS SOMMES, ET DES PAYS PRODUCTEURS QUI ONT PU FAIRE L'EXPERIENCE DE CE QU'A REPRESENTE POUR EUX LA CRISE MONDIALE DES ANNEES 74 - 78 `1974 ` 1978`, ET QUI N'ONT PAS INTERET NON PLUS A LA DESORGANISATION DE L'ECONOMIE OCCIDENTALE, IL Y A UN INTERET COMMUN A EVITER UNE DEUXIEME CRISE DU PETROLE DONT PERSONNE, AU TOTAL, NE POURRA BENEFICIER. COMME LE GOUVERNEMENT MEXICAIN EST PARFAITEMENT INFORME DE CES PROBLEMES, ET EXERCE SES RESPONSABILITES DE FACON TOUT A FAIT CONSCIENTE, JE SUIS PERSUADE QUE, DANS LA MESURE DE SES POSSIBILITES TECHNIQUES DU MOMENT, IL CONTRIBUERA A L'APPROVISIONNEMENT PETROLIER DE L'ECONOMIE MONDIALE

-\

QUESTION.- A L'OCCASION DE LA CRISE ACTUELLE DE L'ENERGIE, EST-CE QUE VOUS AVEZ L'INTENTION DE RELANCER LE DIALOGUE_NORD-SUD QUI A ETE COMMENCE A L'OCCASION D'UNE AUTRE CRISE, DE 1973 ? LE PRESIDENT.- NON, LE DIALOGUE_NORD-SUD VA CONNAITRE UN CERTAIN NOMBRE DE REUNIONS AU-COURS DU PRINTEMPS. IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, DES REUNIONS TECHNIQUES ENTRE DIFFERENTS GROUPES DE PAYS AFRICAINS, ASIATIQUES, NON-ALIGNES. C'EST AU PRINTEMPS PROCHAIN QU'IL Y AURA UNE REUNION D'ENSEMBLE, DANS-LE-CADRE DES NATIONS-UNIES, A PROPOS DE CE DIALOGUE_NORD-SUD. NOUS SUIVONS LE DEVELOPPEMENT DES PRINCIPALES QUESTIONS, LA MISE EN_OEUVRE DU FONDS COMMUN, L'ACCORD SUR CERTAINS PRODUITS. VOUS SAVEZ QU'ON ENVISAGE A L'HEURE ACTUELLE L'ADOPTION D'UN ACCORD SUR LE CAOUTCHOUC, AUQUEL NOUS SOMMES FAVORABLES, ET AUSSI LE PROBLEME DU DEVELOPPEMENT DES ECHANGES DANS UN CERTAIN NOMBRE DE DOMAINES. LE GOUVERNEMENT FRANCAIS FERA DES PROPOSITIONS POUR QUE CES DIFFERENTS POINTS SOIENT EFFECTIVEMENT REGLES LORS DES PROCHAINES RENCONTRES INTERNATIONALES. IL NE PRENDRA PAS D'AUTRES INITIATIVES POUR LE MOMENT, MAIS JE VOUS PARLERAI TOUT A L'HEURE, SI VOUS LE SOUHAITEZ, DES RAPPORTS DE L'EUROPE, DE L'AFRIQUE ET DES PAYS ARABES

-\

QUESTION.- ON PEUT ELARGIR LA QUESTION ET VOUS DEMANDER COMMENT VOUS APPRECEIEZ ACTUELLEMENT LES CHANCES DE PROGRESSER VERS UN ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL NOUVEAU ? LE PRESIDENT.- ON N'OBSERVE PAS, ACTUELLEMENT, DE PROGRES SENSIBLE EN_DIRECTION D'UN ORDRE INTERNATIONAL NOUVEAU. EN REVANCHE, ON PEUT OBTENIR, DANS DES REGIONS DU MONDE, UN MEILLEUR AMENAGEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES. L'EUROPE, PAR EXEMPLE, SUR-LE-PLAN DES RELATIONS MONETAIRES, PEUT ABOUTIR A UN MEILLEUR AMENAGEMENT `SME`. JE CONSIDERE AUSSI QUE LE RECU GENERAL DES PROGRAMMES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT EST UN FACTEUR NEGATIF POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL. LA FRANCE SERA AMENE A FAIRE DES PROPOSITIONS ET ELLE-MEME A ACCENTUER SON EFFORT A CET EGARD

-\

JOURNAL MINIER D'ISTAMBOUL.- VOUS PERMETTEZ UNE QUESTION A_CHEVAL SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET LES LITIGES REGIONAUX ? L'AIDE A LA TURQUIE, DONT LE PRINCIPAL A ETE DETENU AU SOMMET DE LA CHAPELIERE, EST-ELLE STRICTEMENT

LE PRINCIPE A ETE RETENU AU SOMMET DE LA GUADELOUPE, EST-ELLE STRICTEMENT DE NATURE ECONOMIQUE OU BIEN, DANS LA CONJONCTURE ACTUELLE DE LA REGION, REVET-ELLE PLUTOT UN CARACTERE POLITIQUE ? D'AUTRE PART, TOUJOURS A PROPOS DE CETTE AIDE, L'HEBDOMADAIRE "LE NOUVEL ECONOMISTE" A FAIT ETAT - JE CITE - DES LENTEURS OCCIDENTALES, EN AJOUTANT QU'IL S'AGISSAIT D'UN MAUVAIS DEPART POUR LA COLLABORATION DES QUATRE A LA GUADELOUPE, FACE A LA DESTABILISATION D'UN SECOND REGIME ALLIE SITUE AUX PORTES DE L'URSS. MONSIEUR LE PRESIDENT, POUVEZ-VOUS NOUS LIVRER VOTRE SENTIMENT A CE SUJET ? MERCI. LE PRESIDENT.- IL A ETE QUESTION SEULEMENT DE L'AIDE ECONOMIQUE, C'EST-A-DIRE FINANCIERE A LA TURQUIE. CELA N'A PAS ETE PLACE SOUS L'ANGLE DES RELATIONS POLITIQUES DE LA TURQUIE. DES ORIENTATIONS ONT ETE ARRETEES ET CERTAINS DE NOS PARTENAIRES ONT ETE CONDUITS A PRENDRE OU PRENDRONT DES INITIATIVES A CET EGARD. LA FRANCE APPORTERA SON CONCOURS AUX INITIATIVES DE SES PARTENAIRES

-\

TIME MAGAZINE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS AVONS VU, DEPUIS LE DEBUT DE CE MOIS, UN RENOUVEAU D'INSTABILITE DANS LE MARCHE DES CHANGES, EN-PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LE MARCHE DE L'OR `METAL`. PENSEZ-VOUS QUE LES MESURES ANNONCEES PAR LE PRESIDENT CARTER, LE 1ER NOVEMBRE `1978 `DATE`, SONT SUFFISANTES POUR EMPECHER UN NOUVEAU DECLIN DANS LA VALEUR DU DOLLAR ET UNE NOUVELLE INSTABILITE DANS LE MARCHE DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ? LE PRESIDENT.- BIEN IMPRUDENT SERAIT CELUI QUI SE LIVRERAIT PUBLIQUEMENT A DES APPRECIATIONS SUR CES TENDANCES. ON A OBSERVE DEPUIS DEUX MOIS DEUX PHENOMENES. UN PHENOMENE POUR CE QUI CONCERNE LES RELATIONS DU DOLLAR AVEC LES AUTRES MONNAIES. CE SONT DE FORTES FLUCTUATIONS LIEES A DES CAUSES APPELEES A SE REPETER, PUISQU'IL Y A D'UNE PART LA PERSISTANCE D'UN DEFICIT EXTERIEUR MASSIF DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, D'AUTRE PART LA REPRISE D'UN TAUX D'INFLATION ELEVE, NOTAMMENT AU-COURS DU MOIS DE JANVIER, ET ENFIN LES CONSEQUENCES SUR L'ECONOMIE AMERICAINE D'UN NOUVEL EQUILIBRE DES ECHANGES PETROLIERS. AINSI LES FACTEURS D'INSTABILITE CONTINUENT A ETRE PRESENTS, POUR CE QUI CONCERNE LES RELATIONS DU DOLLAR ET DES AUTRES MONNAIES. EN REVANCHE, ON A OBSERVE UN AUTRE PHENOMENE POUR CE QUI EST DES MONNAIES EUROPEENNES : L'ASSEZ REMARQUABLE STABILITE DES CHANGES ENTRE LES PAYS DE LA ZONE EUROPEENNE. C'EST AINSI, PAR EXEMPLE, QU'ENTRE LE FRANC FRANCAIS ET LE DEUTSCHMARK, IL N'Y A PRATIQUEMENT PAS EU DE FLUCTUATIONS DANS LA PERIODE RECENTE. CELA MONTRE QU'IL Y A, A L'INTERIEUR D'UN SYSTEME MONDIAL QUI, MALHEUREUSEMENT, RESTE ET RESTERA INSTABLE, LA POSSIBILITE D'AMENAGEMENTS REGIONAUX POUR CREER CERTAINES ZONES DE STABILITE `SME`

-\

M. SABLIER.- SI VOUS PERMETTEZ, NOUS PASSONS AU DERNIER THEME ET JE POSERAI COMME QUESTION : QUELLES CONSEQUENCES PEUT AVOIR LA REVOLUTION IRANIENNE SUR L'EVOLUTION DU PROCHE-ORIENT ET SUR LES INTERETS OCCIDENTAUX DANS LA REGION ? LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ TOUS DEJA DIT QUE C'ETAIT UN EVENEMENT D'UNE PORTEE CONSIDERABLE, EN-RAISON D'UNE PART DE LA LOCALISATION DE L'IRAN ET, D'AUTRE PART, EN-RAISON DE LA PART TRES IMPORTANTE DE L'IRAN DANS L'ECONOMIE PETROLIERE DU MONDE. DONC, DE CES DEUX POINTS DE VUE, C'EST UN EVENEMENT D'UNE PORTEE CONSIDERABLE. LA POSITION DE LA FRANCE A ETE DE CONSIDERER DES LE DEBUT DU PROCESSUS DE CES EVENEMENTS QU'IL S'AGISSAIT MANIFESTEMENT D'UNE SITUATION QUI, FINALEMENT, SERAIT TRANCHEE PAR LES IRANIENS EUX-MEMES ET QU'IL NE FALLAIT PAS CROIRE QUE CE SERAIT DES INTERVENTIONS OU DES PRESSIONS EXTERIEURES QUI POURRAIENT AFFECTER LE COURS DE CES EVENEMENTS. D'AILLEURS, L'OBSERVATION QUE L'ON PEUT FAIRE A

L'HEURE ACTUELLE, C'EST QU'IL S'AGIT BIEN FONDAMENTALEMENT D'UNE SECOURS EN PROFONDEUR DE LA SOCIETE IRANIENNE ELLE-MEME, AVEC TOUTES LES CONSEQUENCES QUE CELA ENTRAINE. CETTE SECOURS A ETE TELLE QU'ON OBSERVE AUJOURD'HUI L'EFFONDREMENT DES STRUCTURES DE L'ANCIEN ETAT IRANIEN. NOUS SOUHAITONS QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PUISSE CREER LES CONDITIONS D'UN RETOUR A UNE VIE NORMALE AVANT D'AVOIR A TRAITER LES PROBLEMES EN PROFONDEUR QUI SE POSERONT POUR L'ORGANISATION A VENIR DE L'ETAT IRANIEN. NOTRE AMBASSADEUR A ETE RECU HIER PAR LE PREMIER MINISTRE, M. BAZARGAN, AVEC LEQUEL IL A EU UN LONG ENTRETIEN ET NOUS SOUHAITONS QUE, DANS CETTE RECHERCHE D'UN NOUVEL EQUILIBRE, L'ETAT IRANIEN SOIT CONSCIENT DES IMPLICATIONS INTERNATIONALES DES DECISIONS QU'IL PREND ET QU'IL MAINTIENNE AVEC LES PAYS QUI Y SONT PRETS UN ESPRIT DE COOPERATION POSITIVE

-\

AGENCE ESPAGNOLE DE PRESSE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, SUR LA VISITE PREVUE DU ROI HASSAN A PARIS, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL : JE VOUDRAIS VOUS POSER DIRECTEMENT LA QUESTION DE SAVOIR SI VOUS CROYEZ QUE LA FRANCE PEUT JOUER UN ROLE DE MEDIATEUR ENTRE ALGER ET RABAT, COMME DISENT CERTAINS JOURNAUX FRANCAIS ET COMME DISENT AUSSI CERTAINS JOURNAUX ALGERIENS ? LE PRESIDENT.- JE REMARQUE A CE SUJET QU'UN PAYS NE SE PROPOSE PAS COMME MEDIATEUR. EN-GENERAL QUAND IL SE PROPOSE COMME MEDIATEUR IL ECHOUE. LA QUESTION EST DE SAVOIR SI L'ONT PEUT CONTRIBUER UTILEMENT A LA SOLUTION D'UN PROBLEME. LA POSITION DE LA FRANCE VIS-A-VIS DE CE PROBLEME EST LA SUIVANTE : NOUS CONSIDERONS QUE LA TENSION QUI EXISTE DEPUIS LONGTEMPS MAINTENANT ENTRE L'ALGERIE, LE MAROC, ET LA MAURITANIE OUTRE, BIEN ENTENDU, LE POLISARIO, EST UNE TENSION PREJUDICIALE A L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES DE LA FRANCE. NOUS SOUHAITONS UNE SOLUTION. IL Y A DES SOLUTIONS POSSIBLES. C'EST UNE SITUATION TRES COMPLEXE, PUISQUE C'EST UNE SITUATION DE DECOLONISATION DANS UNE REGION QUI A DES CARACTERISTIQUES TRES PARTICULIERES EN CE QUI CONCERNE SON PEUPEMENT, SON HABITAT. JE SOUHAITE SAISIR TOUTES LES OCCASIONS POUR M'EN ENTRETENIR. JE LE FERAI AVEC LE PRESIDENT MUSTAPHA SALECK, COMME JE LE FERAI TOUT A L'HEURE AVEC LE ROI DU MAROC `HASSAN II`, ET COMME J'ESPERE LE FAIRE UN JOUR AVEC LES HAUTES AUTORITES ALGERIENNES. QUANT A LA MISE EN_OEUVRE DE CETTE SOLUTION, ELLE APPARTIENT AUX PAYS CONCERNES, ET LA FRANCE NE PEUT APPORTER QUE LA CONTRIBUTION DE SES SUGGESTIONS ET DE SON _CONCOURS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ESPAGNOLES ` EL PAIS DE MADRID.- C'EST A PROPOS DU PROBLEME BASQUE : DEPUIS QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A PRIS CERTAINES MESURES A L'ENCONTRE DES REFUGIES POLITIQUES ESPAGNOLS, SURTOUT BASQUES, LES ATTENTATS EN ESPAGNE SE RETOURNENT CONTRE LES INTERETS ET LES PERSONNES FRANCAIS. EST-CE QUE CELA POURRAIT AMENER LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A PRENDRE DE NOUVELLES MESURES, C'EST-A-DIRE RENFORCER LA COOPERATION FRANCO - ESPAGNOLE ET, D'AUTRE_PART, TOUJOURS A PROPOS DU PROBLEME BASQUE, EST-CE QUE VOUS CROYEZ QUE LA SITUATION DANS LE PAYS BASQUE ESPAGNOL DE LUTTE ARMEE EN_VUE, A MOYEN OU A LONG TERME, D'OBTENIR L'INDEPENDANCE, PEUT ETRE MAUVAISE POUR LE PAYS BASQUE FRANCAIS ? LE PRESIDENT.- REPONSE A VOTRE DERNIERE QUESTION : EVIDEMMENT PAS, NOUS NE SOMMES PAS CONCERNES DANS CETTE AFFAIRE. SUR LE PREMIER POINT, JE VOUDRAIS RAPPELER QUELLE EST NOTRE POSITION CONCERNANT LES ACTIVITES BASQUES EN FRANCE, DE FACON QUE CE SOIT TRES CLAIR POUR NOS AMIS ESPAGNOLS. LA FRANCE EST UN PAYS LEGALISTE, JE VEUX DIRE QUE CES PROBLEMES SONT TRAITES EN FRANCE DANS-LE-CADRE DU DROIT, DROIT INTERNE OU DROIT INTERNATIONAL. IL Y AVAIT UN

PREMIER PROBLEME QUI ETAIT LA SITUATION DE REFUGIES POLITIQUES ESPAGNOLS EN FRANCE. CES REFUGIES SONT VENUS DANS DES CONDITIONS DRAMATIQUES POUR L'ESPAGNE, ONT VECU EN FRANCE, ET ONT BENEFICIE DU STATUT DE REFUGIES POLITIQUES. C'ETAIT TOUT A FAIT FONDE EN-RAISON DES CIRCONSTANCES DE LEUR VENUE EN FRANCE ET EN-RAISON DE LA _NATURE DU REGIME ESPAGNOL DE L'EPOQUE

-\

` REPONSE ` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ESPAGNOLES ` DEPUIS, L'ANNEE DERNIERE, LES CIRCONSTANCES ONT CHANGE, PUISQUE L'ESPAGNE A ADOPTE UNE NOUVELLE CONSTITUTION, QU'ELLE A SOUSCRIT A LA CONVENTION DE GENEVE DE 1951 SUR LE SATUT DES PERSONNES ET DES REFUGIES POLITIQUES ET QU'ELLE A AUTORISE SUR SON SOL L'EXERCICE ET L'EXPRESSION DE TOUTES LES ACTIVITES POLITIQUES. DANS CES CONDITIONS, LE TEXTE MEME DE LA CONVENTION DE GENEVE DE 1951 MET FIN A L'EXISTENCE DU STATUT DE REFUGIES POLITIQUES ET C'EST LA PREMIERE CONSEQUENCE QUE NOUS TIRONS. IL Y A, A L'HEURE ACTUELLE, ENVIRON 20 000 `NOMBRE` ESPAGNOLS QUI BENEFICIAIENT DE CE STATUT. IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT POUR EUX DANS LEUR VIE EN FRANCE, PUISQU'ILS RECEVRONT BIEN ENTENDU LES TITRES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL CORRESPONDANT A LEUR SITUATION ACTUELLE ET CONSERVERONT LE BENEFICE DE CERTAINS AVANTAGES SOCIAUX LIES A LEUR ANCIEN STATUT DE REFUGIES POLITIQUES. IL Y A ENSUITE LES ESPAGNOLS QUI SE TROUVENT EN FRANCE EN SITUATION IRREGULIERE. ILS SONT TRAITES COMME TOUS LES ETRANGERS TROUVES EN SITUATION IRREGULIERE, C'EST-A-DIRE QU'ILS SONT RECONDUITS A LA FRONTIERE ET, QUAND IL S'AGIT D'UN PAYS LIMITOPHE A LA FRONTIERE DE LEUR PAYS. IL Y A EU 7 CAS DE CE GENRE. LES ESPAGNOLS QUI SE LIVRENT A DES ACTIVITES REPREHENSIBLES EN FRANCE SONT EXPULSES DE NOTRE TERRITOIRE SELON LA REGLE APPLICABLE A TOUS LES ETRANGERS. ON LEUR DEMANDE DANS QUEL PAYS ILS VEULENT ETRE DIRIGES ET C'EST SEULEMENT S'ILS N'INDIQUENT PAS UN PAYS DE PREFERENCE QU'ILS SONT EXPULSES VERS LEUR PAYS D'ORIGINE. JE VOUS INDIQUE QU'IL N'Y A PAS EU D'EXPULSION A-CE-TITRE EN _DIRECTION DE L'ESPAGNE

-\

` REPONSE ` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ESPAGNOLES ` AUTONOMISME BASQUE ` IL Y A ENFIN CEUX DES RESIDENTS ESPAGNOLS EN FRANCE DONT L'ACTIVITE DANS LES PERIODES SENSIBLES POUR L'ESPAGNE PEUT POSER UN PROBLEME £ DANS CE CAS-LA, ILS SONT TRAITES SOUS LA FORME D'ASSIGNATION A RESIDENCE POUR UNE DUREE LIMITEE. CELA S'EST PRODUIT DEUX FOIS ET A L'HEURE ACTUELLE EN-RAISON DE L'ECHEANCE ELECTORALE DE MARS PROCHAIN ` 1979 ` DATE ` EN ESPAGNE ET DE LA NECESSITE D'EVITER QUE CETTE ECHEANCE NE SOIT EVENTUELLEMENT PERTURBEE PAR DES ACTIONS VIOLENTES, 17 ESPAGNOLS RESIDANT EN FRANCE ONT ETE ASSIGNES A RESIDENCE A VALENCOLE. ENFIN, IL Y A LES CAS OU DES CRIMES SERAIENT COMMIS, OU DES ACTIONS JUDICIAIRES SONT _ENTREPRISES. JUSQU'A PRESENT, IL N'Y A JAMAIS EU D'EXTRADITIONS D'ESPAGNOLS VIVANT EN FRANCE ET RENVOYES EN ESPAGNE, IL N'Y A D'AILLEURS JAMAIS EU DE DEMANDE, SAUF UN CAS £ LA RAISON EN EST QUE LE TRAITE FRANCO - ESPAGNOL SUR L'EXTRADITION INTERDIT L'EXTRADITION POUR MOTIF POLITIQUE, IL NE PREVOIT L'EXTRADITION QUE POUR DES ACTES CRIMINELS SANCTIONNES PAR DES PROCEDURES DE JUSTICE. LES ESPAGNOLS A-CE-TITRE, ONT EXACTEMENT LA MEME SITUATION, LES MEMES DROITS EN FRANCE QUE LES CITOYENS DES AUTRES PAYS EUROPEENS. C'EST DANS CE _CADRE LEGAL QUE NOUS ENTENDONS TRAITER LE PROBLEME DES ESPAGNOLS VIVANT EN FRANCE. J'AJOUTE QU'A COTE DE CES CAS, IL Y A L'IMMENSE COMMUNAUTE ESPAGNOLE VIVANT EN FRANCE, QUI, VOUS LE SAVEZ, NE POSE AUCUN PROBLEME, AVEC LAQUELLE NOUS VIVONS EN EXCELLENTE INTELLIGENCE

-\

NEW YORK DAILY NEWS - MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ ENTENDU LES

NEW-YORK DAILY NEWS.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ ENTENDU LES DECLARATIONS DU GENERAL DAYAN HIER, LES NEGOCIATIONS DOIVENT REPRENDRE VERS LA FIN DU MOIS, QUELLES SONT LES REFLEXIONS QUE VOUS POUVEZ FAIRE A CE SUJET ? LE PRESIDENT.- LES EVENEMENTS SUCCESSIFS QUI SE SONT PRODUITS DANS LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT, C'EST-A-DIRE LA VISITE DU PRESIDENT SADATE A JERUSALEM IL Y A PLUS D'UN AN, PUIS LA REUNION A CAMP DAVID, ONT CONSTITUE UNE SORTE D'APPROCHE PSYCHOLOGIQUE DES DONNEES DU PROBLEME. VOUS SAVEZ QUE LA FRANCE A ADOPTE UNE ATTITUDE DE RESERVE PAR-RAPPORT AUX CONCLUSIONS TIREES DE CES RENCONTRES ET, NOTAMMENT, DE CAMP DAVID. EN EFFET, NOUS ESTIMONS QU'IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION QUE GLOBALE AUX PROBLEMES DU PROCHE-ORIENT, C'EST-A-DIRE UNE SOLUTION QUI SOIT ACCEPTEE PAR L'ENSEMBLE DES PAYS DE LA REGION, APPROUVEE PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET QUI APPORTE UNE REPONSE A TOUTES LES QUESTIONS QUI SE POSENT, ET NOTAMMENT A LA SITUATION ET A L'EXERCICE DE LEURS DROITS PAR LES PALESTINIENS. NOUS AVONS OBSERVE LES CONCLUSIONS DE CAMP DAVID. IL Y AVAIT DES ELEMENTS POSITIFS, MAIS NOUS N'ETIONS PAS ASSURES QU'ILS S'ORIENTERAIENT VERS UNE SOLUTION D'ENSEMBLE. ON ANNONCE DE NOUVELLES RENCONTRES. SI CES RENCONTRES DOIVENT ABOUTIR A UNE SOLUTION AYANT UN CARACTERE GLOBAL, LA FRANCE SE REJOUIRAIT DE LEUR SUCCES. MAIS ELLE MAINTIENT SON ATTITUDE DE RESERVE EN CE QUI CONCERNE LA PROBABILITE D'UNE TELLE CONCLUSION

-\

` REPONSE ` IL FAUT VOIR PLUS LOIN. SI CES CONVERSATIONS ` ENTRE LES ETATS-UNIS, ISRAEL ET L'EGYPTE ` NE DEVAIENT PAS ABOUTIR A UNE SOLUTION D'ENSEMBLE, JE PENSE QU'IL FAUDRAIT REVENIR A UNE AUTRE INSTANCE POUR PROCEDER A UNE EVALUATION EXACTE DE CE QUI A ETE ACQUIS AUX DIFFERENTES PHASES DE LA NEGOCIATION, C'EST-A-DIRE DEPUIS JERUSALEM, CAMP DAVID ET AUJOURD'HUI. OU FAIRE CETTE EVALUATION, SI CE N'EST AU CONSEIL_DE_SECURITE DES NATIONS-UNIES ? JE VOUS RAPPELLE D'AILLEURS QUE DANS LES NEGOCIATIONS DE CAMP DAVID IL EST PREVU QU'EN CAS D'ACCORDS, CEUX-CI SERONT EXPOSES AU CONSEIL_DE_SECURITE DE FACON A OBTENIR UNE SANCTION INTERNATIONALE. SI CECI EST PREVU, EN CAS DE SUCCES, IL FAUT EGALEMENT LE PREVOIR EN CAS D'ECHEC OU DE BLOCAGE. JE VOUDRAIS ENFIN RAPPELER QUE, POUR NOUS, LE LONG DELAI MIS DANS LE DEROULEMENT DE CES NEGOCIATIONS, PUISQUE LA DATE LIMITE A DEJA ETE LARGEMENT DEPASSEE, EST EN SOI PREJUDICIALE, CAR LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT ET LA _NATURE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ARABES DU PROCHE-ORIENT SONT AFFECTEES, IL FAUT LE SAVOIR, PAR LE CALENDRIER ACTUEL DE CES NEGOCIATIONS. LA FRANCE ESTIME QU'IL EST TRES IMPORTANT, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, DE MAINTENIR DANS CETTE REGION DU MONDE UN CLIMAT DE COOPERATION ET DE CONFIANCE. C'EST POURQUOI LA PROLONGATION DU DELAI ACTUEL SERAIT, A CET EGARD, PREJUDICIALE

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LORSQUE VOUS VOUS ETES RENDU A YAOUNDE `CAMEROUN`, IL A ETE INDIQUE QUE VOUS AVIEZ L'INTENTION DE PRENDRE DES INITIATIVES EN AFRIQUE. POURRIEZ-VOUS NOUS PRECISER LA _NATURE DE CES INITIATIVES ? AGENCE REUTERS.- PUIS-JE VOUS POSER, MONSIEUR LE PRESIDENT, UNE QUESTION SUR LA SITUATION AU TCHAD ? ON FAIT _ETAT D'UNE AGGRAVATION SERIEUSE DE LA SITUATION AU TCHAD, OU SONT STATIONNES UN CERTAIN NOMBRE DE MILITAIRES FRANCAIS, ET ON FAIT _ETAT DE CIVILS QUI AURAIENT ETE RASSEMBLES A L'AEROPORT, SOUS LA GARDE DE CES SOLDATS. LE PRESIDENT.- JE REPONDRAI D'ABORD SUR LE TCHAD, ENSUITE A VOTRE QUESTION SUR LES INITIATIVES EN AFRIQUE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE ` LA SITUATION AU TCHAD EST CELLE D'UN AFFRONTEMENT ARME ENTRE DEUX GROUPES.

L'UN REPRESENTANT L'AUTORITE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LE PRESIDENT MALLOUM, ET L'AUTRE CELLE DU PREMIER MINISTRE, M. HISSENE HABRE. LA FRANCE REPROUVE CETTE SITUATION CAR, FONDAMENTALEMENT, LA SOLUTION AUX PROBLEMES TRES DIFFICILES DE L'EXISTENCE ET DE L'ORGANISATION DE CET ETAT FRAGILE DOIT ETRE RECHERCHEE DANS L'AUTRE DIRECTION, C'EST-A-DIRE NON PAS DANS L'AFFRONTEMENT MAIS, COMME JE LE SOULIGNERAI TOUT A L'HEURE, DANS LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION POLITIQUE. DANS CET AFFRONTEMENT, LES FORCES FRANCAISES NE SONT PAS INTERVENUES ET N'ONT PAS A INTERVENIR. L'ANNEE DERNIERE, LA SITUATION ETAIT TOUT A FAIT DIFFERENTE. IL S'AGISSAIT D'UNE ACTION LARGEMENT ALIMENTEE ET SOUTENUE DE L'EXTERIEUR. VU LES MOYENS MIS EN_OEUVRE, ET QUI S'EXERCAIENT CONTRE LA SEULE AUTORITE CONSTITUTIONNELLE ET LEGALE DU TCHAD, QUI FAISAIT APPEL A NOTRE SOUTIEN, DANS CES CONDITIONS NOUS AVONS ETE CONDUITS A INTERVENIR. EN REVANCHE, J'AVAIS DIT A L'EPOQUE - ET VOUS NE ME CROYIEZ PEUT ETRE PAS - QUE LA FRANCE N'AVAIT AUCUNEMENT L'INTENTION D'INTERVENIR DANS LES AFFAIRES INTERIEURES DE L'ETAT TCHADIEN, OU D'AILLEURS DE TOUT AUTRE ETAT AFRICAIN. LA FRANCE N'EST PAS INTERVENUE EN MAURITANIE, LORSQU'IL Y A EU LE DERNIER CHANGEMENT DE REGIME DANS CE PAYS, LA FRANCE N'INTERVIENDRA PAS DANS LES CONFLITS INTERIEURS DU TCHAD. LA FRANCE VEILLERA A ASSURER LA SECURITE DE NOS COMPATRIOTES VIVANT DANS CE PAYS ET, VOUS AVEZ DEJA VU DANS CE DOMAINE QUE LES INSTRUCTIONS ET LES MOYENS AVAIENT ETE PREVUS A CETTE FIN

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES ` REPONSE ` IL EST EXACT QU'A L'HEURE ACTUELLE DES FRANCAIS SOUHAITENT QUITTER LA VILLE DE N'DJAMENA EN-RAISON DE LA SITUATION DE VIOLENCE OU D'INSECURITE DANS LAQUELLE ELLE EST PLACEE. LES MOYENS AERIENS NECESSAIRES SERONT MIS A LEUR DISPOSITION POUR PERMETTRE LEUR RAPATRIEMENT, ET NOS FORCES VEILLERONT, BIEN ENTENDU, A ASSURER LEUR SECURITE. LE TCHAD EST UN ETAT ETENDU ET FRAGILE, IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION QUE L'ENTENTE DES TCHADIENS ENTRE EUX, TCHADIENS TRES DIVERS PUISQU'IL Y A LES TCHADIENS DU SUD, LES PLUS NOMBREUX, CHRETIENS ET ANIMISTES, ET LES TCHADIENS DU NORD, AUXQUELS UNE PLACE SUFFISANTE N'A PAS ETE FAITE JUSQU'ICI DANS LA VIE COURANTE DE L'ETAT. L'AFFRONTEMENT VIOLENT NE REGLE RIEN. IL FAUT RECHERCHER UNE STRUCTURE DE L'ETAT TCHADIEN, TRES DECENTRALISEE, VOIRE SOUS FORME FEDERALE, POUR QUE CHACUNE DE CES COMMUNAUTES PUISSE ASSURER LA GESTION DE SES PROPRES AFFAIRES ET QU'EN MEME TEMPS L'UNITE DE L'ETAT TCHADIEN PUISSE ETRE PRESERVEE. CE SONT LES CONSEILS QUE NOUS AVONS DONNES. L'ACTION DE LA FRANCE AVAIT ESSENTIELLEMENT POUR CONSEQUENCE DE PERMETTRE AU TCHAD DE DISP OSER D'UN DELAI POUR METTRE EN_OEUVRE CETTE RECONCILIATION, PUIS CETTE REORGANISATION DE SA STRUCTURE. NOUS AVONS DEMANDE A NOS REPRESENTANTS AU TCHAD DE FAIRE TOUT CE QU'ILS POUVAIENT POUR PARVENIR AU CESSEZ-LE-FEU, ET DONC D'Y ENCOURAGER DE PART ET D'AUTRE LEURS INTERLOCUTEURS TCHADIENS. JE SOUHAITE QUE CET APPEL AU BON SENS SOIT ENTENDU PAR TOUS LES TCHADIENS, ET QUE CE CESSEZ-LE-FEU, SI ON PEUT L'OBTENIR, DEBOUCHE SUR CE QUI EST NECESSAIRE DEPUIS L'ORIGINE, C'EST-A-DIRE UNE CONFERENCE REUNISSANT LE PLUS GRAND NOMBRE DE REPRESENTANTS POSSIBLE DES DIFFERENTES COMPOSANTES DE L'ETAT TCHADIEN, ET ELABORANT LES STRUCTURES DU NOUVEL ETAT. IL Y A D'AILLEURS, DANS LA REGION, ET NOTAMMENT PARMIS LES DIRIGEANTS DES ETATS VOISINS, DES HOMMES QUI PEUVENT CONTRIBUER UTILEMENT A FOURNIR LA MEDIATION OU A PRENDRE LES INITIATIVES NECESSAIRES

-\

` REPONSE ` J'EN VIENS A CETTE QUESTION PLUS GENERALE SUR L'AFRIQUE. VOUS

OBSERVEZ A L'HEURE ACTUELLE UN GRAND REAMENAGEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES - LE TRAITE ENTRE LE JAPON ET LA CHINE, LE NOUVEL _ETAT DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE. DANS CE GRAND REAMENAGEMENT, IL Y A DEUX CONTINENTS UN PEU A PART QUI SONT D'AILLEURS LES DEUX CONTINENTS POLITIQUEMENT LES PLUS FRAGMENTES, JE VEUX DIRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE. LE NOMBRE D'ETATS QUI LES COMPOSENT REPRESENTENT, A LUI SEUL, LA MOITIE DES ETATS DES NATIONS-UNIES. CES CONTINENTS, CEPENDANT, EPROUVENT L'UN POUR L'AUTRE LE DESIR D'UNE COOPERATION ET LA _RECHERCHE DE RELATIONS PLUS ETROITES. NOUS SOMMES SORTIS DE LA PERIODE DE LA COLONISATION. C'EST CE QUE JE VOUS DISAIS TOUT A L'HEURE A PROPOS DU TCHAD - ET JE PENSE A CE QUE SERONT LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE - IL N'APPARTIENT PAS A LA FRANCE DE DECIDER DE LA FORME OU DE LA _NATURE DU REGIME QUE LE TCHAD SE DONNE ET IL N'APPARTIENT PAS A LA FRANCE D'IMPOSER AU TCHAD TELLE OU TELLE SOLUTION POLITIQUE. LA PERIODE DE LA COLONISATION EST REVOLUE

-\

`REPONSE` DANS CETTE PERIODE NOUVELLE QUI EST LA NOTRE, IL FAUT CHERCHER UN NOUVEAU _CADRE POUR LES RELATIONS ENTRE L'EUROPE, L'AFRIQUE ET, DIRAIS-JE, LES ETATS ARABES £ QUAND JE PENSE AUX ETATS ARABES, JE PENSE AUX ETATS DE LA LIGUE ARABE. SI VOUS REGARDEZ, D'AILLEURS, UNE CARTE DU MONDE, VOUS VERREZ QU'IL Y A, EN EFFET, UNE GRANDE ZONE AUTOUR DE LA MEDITERRANEE QUI RAPPROCHE CETTE EUROPE, CES ETATS ARABES, ET L'AFRIQUE. JE PENSE QU'IL SERAIT UTILE QUE LES DIRIGEANTS DE CES ETATS PUISSENT UN JOUR SE RENCONTRER, COMME D'AUTRES L'ONT FAIT. NATURELLEMENT, ILS SERONT PLUS NOMBREUX QUE LORSQUE LES DIRIGEANTS DES ETATS CONTINENTS SE RENCONTRENT DEUX A DEUX. C'EST DONC PLUS DIFFICILE A PREVOIR ET A PREPARER. MAIS IL SERAIT UTILE DE RECHERCHER UN ACCORD QUI RESSERRERAIT LA SOLIDARITE ENTRE L'EUROPE, L'AFRIQUE ET LES ETATS ARABES, A LA FOIS POUR CE QUI EST DE LA SECURITE, EN TOUS LES CAS DE CE QU'ILS PEUVENT FAIRE POUR EVITER LES TENSIONS ENTRE EUX, ET POUR CE QUI EST DE LEUR CONTRIBUTION A LEURS PROBLEMES COMMUNS DE DEVELOPPEMENT

-\

`REPONSE` QUAND JE PARLE DE L'EUROPE, JE PENSE AUX PAYS DE LA COMMUNAUTE _ECONOMIQUE _EUROPEENNE ET QUI ONT, POUR DES RAISONS TRADITIONNELLES, DES LIENS AVEC LES ETATS DE L'AFRIQUE QUI PARTICIPENT A L'ACCORD DE LOME. JE PENSE AUSSI A D'AUTRES PAYS EUROPEENS, NOTAMMENT CEUX DE L'ANCIENNE ZONE DU LIBRE ECHANGE `AELE` QUI PEUVENT AVOIR AUSSI LE DESIR DE RESSERRER LEURS LIENS AVEC L'AFRIQUE ET LES PAYS ARABES. C'EST DANS CET ESPRIT QUE J'ACCEPTERAI L'INVITATION QUE M'A ADRESSEE LE PRESIDENT NIMERI DE ME RENDRE A KHARTOUM `SOUDAN`, DE FACON A CE QU'IL Y AIT UNE RENCONTRE ENTRE CELUI QUI ASSUME POUR LE MOMENT LA PRESIDENCE DE LA COMMUNAUTE _ECONOMIQUE _EUROPEENNE ET CELUI QUI ASSUME LA PRESIDENCE DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE `OUA`. JE SOUHAITE QUE NOUS ECHANGIONS NOS REFLEXIONS SUR LA POSSIBILITE DE PREPARER UNE RENCONTRE ENTRE LES ETATS D'EUROPE, LES ETATS AFRICAINS ET LES ETATS DE LA LIGUE ARABE, POUR RESSERRER LEUR SOLIDARITE ET CONTRIBUER A LEUR DEVELOPPEMENT RECIPROQUE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` `RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES` QUESTION.- DEPUIS PLUSIEURS MOIS, VOUS AVEZ ECHANGE DES MESSAGES AVEC LES DIRIGEANTS ALGERIENS, ANCIENS OU NOUVEAUX. VOUS PENSEZ SANS DOUTE - ON LE DIT DANS LA PRESSE - QU'UNE NOUVELLE ETAPE ENTRE PARIS ET ALGER VA MAINTENANT COMMENCER ? LE PRESIDENT.- JE LE SOUHAITE. NOUS AVONS SUIVI NATURELLEMENT AVEC BEAUCOUP D'ATTENTION LE DEROULEMENT DES EVENEMENTS QUI ONT CONDUIT A LA DESIGNATION DU PRESIDENT CHADLI. NOUS AVONS VU QUE CECI

S'ACCOMPAGNAIT D'UNE REFLEXION SUR LE CONTENU, LA SUBSTANCE, L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE L'ALGERIE. NOUS NOUS SOMMES REJOUIS DU CHOIX DU PEUPLE ALGERIEN ET JE SOUHAITE, EN EFFET, QUE COMME CECI AVAIT ETE DEJA EXPRIME AVANT LE DECES DU PRESIDENT BOUMEDIENE, LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGERIE PUISSENT ENTRER DANS UNE NOUVELLE ERE. A L'HEURE ACTUELLE OU SE MODIFIENT DANS LE MONDE LES RELATIONS INTERNATIONALES, JE PENSE QUE LA CIRCONSTANCE EST FAVORABLE A UN REEXAMEN, DANS LE SENS DE L'AMELIORATION ET DE LA COOPERATION, DES LIENS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE

- \

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - CANADIENNES ` TELEVISION CANADIENNE (QUEBEC).- DANS CES QUESTIONS REGIONALES, UNE QUESTION PROVINCIALE. LE PREMIER MINISTRE, RAYMOND BARRE, VIENT D'EFFECTUER UNE VISITE OFFICIELLE AU CANADA ET AU QUEBEC. NE PENSEZ-VOUS PAS QUE LE PEUPLE QUEBECOIS ATTEND AUTRE CHOSE DE LA FRANCE QU'UNE DIPLOMATIE TROP ATTENTIVE QUI SEMBLE D'AILLEURS A LA FOIS JOUER LES CARTES D'OTTAWA ET DE QUEBEC ? (SOURIRES) LE PRESIDENT.- VOUS VENEZ D'AVOIR LA VISITE DU PREMIER MINISTRE. CELA VOUS DISPENSE D'AVOIR LA REponse DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- (RIRES)

- \

PRESSE BRESILIENNE.- JE VOUDRAIS SAVOIR, S'IL VOUS PLAIT, SI VOUS CROYEZ QUE L'USINE DE LA HAGUE POURRAIT ETRE UTILISEE DANS-LE-CADRE D'UNE POLITIQUE DE NON-PROLIFERATION ? EST-CE QUE VOUS CROYEZ QUE L'EXISTENCE DE CETTE USINE POURRAIT ETRE ANNULEE PAR LE FAIT QUE CERTAINS PAYS, COMME LE BRESIL, DESIRENT AVOIR UNE USINE DE RETRAITEMENT D'URANIUM ? LE PRESIDENT.- LA FRANCE NE SOUHAITE PAS DEVENIR LE RETRAITEUR ATOMIQUE INTERNATIONAL. NOUS AVONS UNE USINE DE RETRAITEMENT POUR NOS BESOINS NATIONAUX. CETTE USINE, A L'HEURE ACTUELLE, DISPOSE DE CAPACITES QUI PEUVENT ETRE UTILISEES POUR RENDRE SERVICE A CERTAINS DE NOS PARTENAIRES, ET C'EST AINSI QUE NOUS AVONS SIGNE DES CONTRATS AVEC DES SOCIETES PRODUCTRICES D'ELECTRICITE NUCLEAIRE EN ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` ET AU JAPON. MAIS C'EST POUR UTILISER LES CAPACITES DE CETTE USINE. NOUS NE SOUHAITONS PAS, JE LE REPETE, DEVENIR PRESTATAIRE DE SERVICES, EN-MATIERE DE RETRAITEMENT. JE PENSE CEPENDANT QUE, DANS L'AVENIR ET DANS-LE-CADRE DE LA NON-PROLIFERATION, IL POURRAIT ETRE INTERESSANT DE S'ORIENTER VERS DES USINES DE RETRAITEMENT PLURI-NATIONALES. NOUS L'AVONS DEJA FAIT POUR L'ENRICHISSEMENT, DANS-LE-CADRE D'EURODIF QUI FONCTIONNE D'UNE MANIERE SUFFISANTE. CE SCHEMA POURRAIT ETRE UTILISE EGALEMENT POUR LE RETRAITEMENT. DE MEME QUE NOUS AVONS ACCUEILLI DANS EURODIF DES PAYS QUI N'ETAIENT PAS EUROPEENS, DE MEME, S'IL DEVAIT Y AVOIR UNE USINE PLURI-NATIONALE, ON POURRAIT ENVISAGER L'EVENTUALITE D'UNE PARTICIPATION DU BRESIL

- \

` POLITIQUE ETRANGERE ` ANTENNE_2.- JE VOUDRAIS REPRENDRE OU COMPLETER OU EXPLICITER CERTAINES QUESTIONS QUE NOUS AVONS ENTENDUES TOUT A L'HEURE ET QUI PORTAIENT TOUTES, JE CROIS, SUR LA CONTINUITE OU LA NON-CONTINUITE DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE. IL ME SEMBLE QU'ON FAIT IMPLICITEMENT REFERENCE A LA POLITIQUE ETRANGERE QUI AVAIT ETE MISE EN_OEUVRE PAR LE GENERAL DE GAULLE. ALORS, Y A-T-IL MAINTIEN DE L'HERITAGE GAULLISTE EN POLITIQUE ETRANGERE ? ET PUISQUE TOUT LE MONDE, OU PRESQUE, SE RECLAME AUJOURD'HUI DE CET HERITAGE, QUI SERA A VOS YEUX LEURS HERITIERS ? LE PRESIDENT.- VOUS ME POSEZ UNE QUESTION TYPIQUEMENT FRANCAISE. JE VOUS AI DIT, TOUT A L'HEURE, QUE LE MONDE ETAIT UN MONDE EN PLEIN MOUVEMENT ET QUE J'ETAIS RESPONSABLE DE LA POLITIQUE ETRANGERE QUE JE CONDUIS. JE LA CONDUIS AVEC LE GOUVERNEMENT ET LES INSTANCES COMPETENTES. IL ME PARAIT DIFFICILE DE

.....
COMPARER LA POLITIQUE ETRANGERE DE 1978 A UNE AUTRE, CONDUITE A UNE AUTRE EPOQUE, AVEC D'AUTRES HOMMES ET FACE A D'AUTRES PROBLEMES. PERSONNE, DANS LES GRANDS PAYS, NE COMPARE CONTINUUELLEMENT, A PROPOS DE DECISIONS, L'ACTION DU PRESIDENT A TEL OU TEL DE SES PREDECESSEURS, MEME S'IL ETAIT AUSSI EMINENT QUE L'A ETE DANS NOTRE HISTOIRE LE GENERAL DE GAULLE. DONC, J'ASSUME LA RESPONSABILITE DE LA POLITIQUE QUE JE CONDUIS. ENSUITE, QUI, DANS LA POLITIQUE FRANCAISE A L'HEURE ACTUELLE, PEUT EXPRIMER, NON PAS L'ATTITUDE DU GENERAL DE GAULLE SUR DES PROBLEMES CONCRETS (CAR ON NE PEUT PAS EXPRIMER SON ATTITUDE SUR LA SITUATION DE L'IRAN TELLE QU'ELLE SE PRODUIT, OU SUR LA _NATURE NOUVELLE DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LES ETATS-UNIS TELLE QU'ON LES OBSERVE) MAIS SON ATTITUDE SUR CERTAINES ORIENTATIONS FONDAMENTALES DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE ? QUI PEUT LA TRADUIRE ?

-\

`REPONSE` VOUS CONNAISSEZ LE SENTIMENT QU'AVAIT LE GENERAL DE GAULLE SUR LES PARTIS POLITIQUES. JE NE PENSE PAS QU'IL EUT SOUHAITE CONFIER A UN PARTI, QUEL QU'IL SOIT, LE SOIN DE REPRESENTER SA PENSEE DANS LA VIE NATIONALE, ALORS QU'IL NE L'ACCEPTAIT PAS DE SON TEMPS. LE GRAND LEGS HISTORIQUE DU GENERAL DE GAULLE A LA FRANCE, CE SONT NOS INSTITUTIONS. A VRAI DIRE, IL Y A PLUSIEURS LEGS HISTORIQUES, MAIS CELUI-CI EST PARMIS LES PLUS IMPORTANTS. C'EST DONC AU-SEIN DES INSTITUTIONS QU'IL FAUT RECHERCHER COMMENT S'EXPRIME LA PREOCCUPATION QUI ETAIT CELLE DU GENERAL DE GAULLE. PARMIS LES HOMMES QUI SONT DANS LES INSTITUTIONS, CERTAINS PARTICIPENT A LEUR FONCTIONNEMENT : LES DEPUTES DE L'ASSEMBLEE_NATIONALE, LES PRESIDENTS DE COMMISSIONS, LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE_NATIONALE ET ENFIN LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT. JE VOUS RAPPELLE QU'IL Y A, DANS LE GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE, ONZE `NOMBRES` MINISTRES PROVENANT DE LA FORMATION GAULLISTE, QUE SUR CES ONZE MEMBRES DU GOUVERNEMENT, IL Y A 6 MINISTRES, QUE 5 D'ENTRE EUX ONT ETE MINISTRES DU GENERAL DE GAULLE, QUE L'UN D'ENTRE EUX A ETE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI DU GENERAL DE GAULLE, QU'UN AUTRE EST COMPAGNON DE LA LIBERATION. ET, JE LES RETROUVE TOUS LES MERCREDI, COMME JE RETROUVAIS JADIS MES COLLEGUES QUAND JE SIEGEAIS DANS LES CONSEILS DES MINISTRES, C'EST D'EUX, DE LEUR PRESENCE, DE LEUR ATTITUDE, QUE JE RECOIS, QUE JE RETIENS LES PREOCCUPATIONS QUI CORRESPONDENT A CELLES DE LEUR SENSIBILITE DU PAYS. A L'HEURE ACTUELLE, LES GAULLISTES S'EXPRIMENT DANS-LE-CADRE DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE ET, NOTAMMENT, AU GOUVERNEMENT

-\

UN JOURNALISTE.- FACE A CE MONDE EN CHANGEMENT QUE VOUS VENEZ D'EVOQUER PENDANT UN PEU PLUS D'UNE HEURE ET DEMIE, COMMENT JUGEZ-VOUS AUJOURD'HUI LES CAPACITES FRANCAISES ET LE PAYS VOUS PARAIT-IL, COMPTE_TENU DES CONDITIONS POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES D'AUJOURD'HUI, ASSEZ SOLIDE ET SUFFISAMMENT UNI POUR AFFRONTER TOUTES CES DIFFICULTES INTERNATIONALES ? LE PRESIDENT.- JE VOUS REMERCIE DE VOTRE QUESTION QUI NOUS AMENE AUX PROBLEMES INTERIEURS, ET CE SERA DONC MA DERNIERE REPONSE. CEUX QUI NOUS ONT ECOUTES, CEUX QUI VOUS LIRONT, SONT EN EFFET TOUT AUTANT PREOCCUPES, PEUT-ETRE DAVANTAGE, DE LA SITUATION INTERIEURE ECONOMIQUE ET SOCIALE QUE DES GRANDS BOULEVERSEMENTS DONT ILS SONT LES TEMOINS DANS LE MONDE. ENCORE QUE L'OPINION FRANCAISE SUIVE A L'HEURE ACTUELLE AVEC BEAUCOUP D'ATTENTION LE DEROULEMENT DE CES GRANDS EVENEMENTS. EST-CE QUE LA FRANCE A LES MOYENS, LA CAPACITE DE S'ADAPTER A CETTE SITUATION NOUVELLE DU MONDE ? JE PENSE QUE OUI, ET JE PENSE QU'ELLE LE FERA. ELLE DOIT LE FAIRE POUR DEUX RAISONS : D'ABORD, JE VOUS AI DIT TOUT A L'HEURE QUE NOUS POURSUIVRIONS NOTRE EFFORT POUR ORGANISER L'EUROPE `CONSTRUCTION EUROPEENNE`. IL EST

ESSENTIEL QUE, DANS CETTE EUROPE, LA FRANCE SE TROUVE A L'EGAL DE TOUS LES AUTRES. ELLE N'ENTEND PAS EXERCER D'HEGEMONIE, MAIS ELLE N'ENTEND PAS EN SUBIR. IL FAUT DONC QUE SON ECONOMIE SOIT COMPARABLE A CELLE DE TOUS LES AUTRES. C'EST POURQUOI DANS MA CONFERENCE_DE_PRESSE DU 21 NOVEMBRE 1978 DATE DERNIER, J'AVAIS RAPPELE MON OBJECTIF DE FAIRE EN SORTE QUE LA PUISSANCE ECONOMIQUE DE LA FRANCE SOIT, OU DEVIENNE COMPARABLE A CELLE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`. NOUS NOUS REJOUIRONS, D'AILLEURS, SI D'AUTRES PAYS D'EUROPE, COMME NOS VOISINS BRITANNIQUES, PARTAGAIENT UNE ORIENTATION DE CE TYPE

-\

`REPOSE` LA SECONDE RAISON, C'EST QUE NOUS SOMMES DANS DES TEMPS NOUVEAUX. ON PEUT FERMER LES YEUX, MAIS TOUT LE MONDE LE SAIT. ET POUR CES TEMPS IL EST ESSENTIEL D'ASSURER L'EMPLOI, LA PROMOTION, LES ACTIVITES DES GENERATIONS FRANCAISES PRESENTES ET A VENIR. NOUS NE LE FERONS PAS SI NOTRE PAYS N'EST PAS CAPABLE DE S'ADAPTER A CES TEMPS NOUVEAUX. EST-CE QUE NOUS EN AVONS LA POSSIBILITE, OU LA CAPACITE ? JE LE CROIS, MAIS BIEN ENTENDU CETTE ADAPTATION DOIT TENIR COMPTE DU FAIT QU'ELLE IMPOSE A TELLE OU TELLE CATEGORIE DE LA POPULATION DES SITUATIONS QUI NE DOIVENT PAS ETRE POUR ELLE INSUPPORTABLES. JE PRENDRAI, POUR ILLUSTRER CE POINT, L'EXEMPLE DE LA SIDERURGIE. LE CAS DE LA SIDERURGIE ME PARAIT EN EFFET TOUT A FAIT SIGNIFICATIF D'UNE SITUATION DANS LAQUELLE IL Y A DEUX ATTITUDES EGALEMENT COMPREHENSIBLES, ET EGALEMENT JUSTIFIEES, MAIS QUI NE SE RENCONTRENT PAS & LA PREMIERE ATTITUDE EST CELLE DES DIRIGEANTS, DES POUVOIRS PUBLICS OU DES ENTREPRISES, QUI APERCOIVENT LA NECESSITE D'UNE REORGANISATION PROFONDE DE NOTRE OUTIL DE PRODUCTION SIDERURGIQUE. CELA S'EST PRODUIT PARTOUT AILLEURS : NOTAMMENT LES GRANDS PAYS PRODUCTEURS ONT ETE CONDUITS A REORGANISER PROFONDEMENT LEUR OUTIL SIDERURGIQUE. SI NOUS NE LE FAISONS PAS, NOUS CONDAMNONS L'ENSEMBLE DE CE SECTEUR A CONNAITRE UNE VIE FINANCIERE ET D'EMPLOI DE PLUS EN PLUS DIFFICILE ET AMENANT FINALEMENT A UNE SITUATION DE DESASTRE. LA SITUATION APPELLE DE TOUTE FACON UNE ACTION. JE VOUS RAPPELLERAI UN CHIFFRE : EN 1978 `ANNEE`, LES DEUX GRANDES ENTREPRISES SIDERURGIQUES FRANCAISES AURONT PAYE UN PEU PLUS DE 4 MILLIARDS DE SALAIRES. ELLES AURONT DANS LE MEME TEMPS SUBI UN DEFICIT DE 3 MILLIARDS 600 MILLIONS DE FRANCS `SOMME`

-\

`REPOSE` CETTE SITUATION NE PEUT PAS ETRE PROLONGEE : ON VOIT BIEN LES RAISONS POUR LESQUELLES IL CONVIENT DE REORGANISER L'OUTIL SIDERURGIQUE. D'UN AUTRE COTE IL Y A LE POINT_DE_VUE DES TRAVAILLEURS. CES TRAVAILLEURS VIVENT DANS DES REGIONS DIFFICILES, LE HAUT PAYS LORRAIN, TELLE OU TELLE PARTIE DE LA REGION DU NORD. CE SONT DES REGIONS AUXQUELLES DES EFFORTS PARTICULIERS ONT ETE DEMANDES DANS LE PASSE, NOTAMMENT POUR CE QUI CONCERNE CETTE PARTIE DE LA LORRAINE. ILS ONT TRAVILLE DEPUIS DES DIZAINES D'ANNEES DANS CES ENTREPRISES, OU IL Y A EU FORT PEU DE CONFLITS SOCIAUX ET APPARTIENNENT A UNE DES TRADITIONS OUVRIERES FRANCAISES AUTHENTIQUES. ON VIENT DIRE TOUT A COUP, AU TERME D'UN ENIEME PLAN DE REDRESSEMENT DE LA SIDERURGIE FRANCAISE : VOUS SEREZ LICENCIES - ON COMPREND LEUR DESESPoir, ON COMPREND LEUR FUREUR. EST-CE QUE CES DEUX POINTS_DE_VUE PEUVENT SE RENCONTRE ? C'EST PRECISEMENT L'EFFORT QUE NOUS DEVONS FAIRE : IL FAUT QU'ILS SE RENCONTRENT. IL FAUT D'ABORD ASSURER TRES COMPLETEMENT L'INFORMATION SUR LES OBJECTIFS. IL S'AGIT DE GARDER EN FRANCE UN OUTIL SIDERURGIQUE PUISSANT, UN OUTIL SIDERURGIQUE QUI ASSURE L'EMPLOI DURABLE, A CEUX FORT NOMBREUX, LES PLUS NOMBREUX ET DE LOIN, QUI CONTINUERONT A Y TRAVAILLER. JE SOUHAITE QUE LES PROCHAINES ENTRETIENS

CONTINUERONT A Y TRAVAILLER. JE SOUHAITE QUE LES PROCHAINS ENTRETIENS PERMETTENT JUSTEMENT D'APPORTER DES INFORMATIONS TOUT A FAIT PRECISES SUR CE POINT ET FASSENT DISPARAITRE LE SENTIMENT DIFFUS D'UNE MENACE QUI EXISTE MAINTENANT POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA SIDERURGIE

-\

`REPONSE` IL FAUT POUVOIR INDICER TRES VITE QUELLES SONT LES INSTALLATIONS `SIDERURGIE` DESTINEES A DURER ET A SE DEVELOPPER, EN GARANTISSANT L'EMPLOI DE CEUX QUI Y TRAVAILLENT. IL FAUT ENSUITE ASSURER LA _RECHERCHE ET L'IMPLANTATION D'ACTIVITES DE REMPLACEMENT. LEUR ORDRE DE GRANDEUR DOIT CORRESPONDRE, NON PAS AU NOMBRE DE TRAVAILLEURS LICENCIES, MAIS AU NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS SUPPRIMES DANS CES REGIONS, CAR IL NE FAUT PAS NON PLUS QUE LES JEUNES NE PUISSENT PLUS ETRE RECRUTES ET QU'IL Y AIT UNE DEPERDITION DE LA VITALITE DE CES REGIONS. A L'HEURE ACTUELLE, CERTAINES PERSPECTIVES S'OUVRENT & IL VA DE SOI QUE LES POUVOIRS PUBLICS ONT LE DEVOIR DE FAIRE EN SORTE QUE CES IMPLANTATIONS SOIENT ACTIVEMENT RECHERCHEES ET SE REALISENT ENSUITE SUR LE TERRAIN. IL Y A ENFIN LES RENCONTRES SOCIALES OU IL FAUDRA FAIRE PREUVE D'IMAGINATION. DANS-LE-CADRE DE LA NEGOCIATION QUE DOIVENT AVOIR LES PARTENAIRES SOCIAUX - EMPLOYEURS, SYNDICATS, REPRESENTANTS DES POUVOIRS PUBLICS - IL FAUDRA NATURELLEMENT RECHERCHER DES SOLUTIONS TELLES QUE CHACUN SOIT ASSURE, AU TERME DE L'EVOLUTION, SOIT DE TROUVER UN NOUVEL EMPLOI, SOIT D'AVOIR LA GARANTIE D'UNE RESSOURCE DE REMPLACEMENT

-\

`REPONSE` IL FAUT DISTINGUER A CET EGARD ENTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI ET LES LICENCIEMENTS DONT LES CHIFFRES SONT SOUVENT CONFONDUS. LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS PEUVENT RESULTER DES MISES A LA RETRAITE DONT LES CONDITIONS SONT ADAPTABLES. A L'HEURE ACTUELLE UN CERTAIN NOMBRE DE CATEGORIES DE FRANCAIS PRENNENT LEUR RETRAITE PLUS TOT QUE LES TRAVAILLEURS DE LA SIDERURGIE DONT L'ACTIVITE EST CEPENDANT PENIBLE. IL FAUT ALLER TRES LOIN DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS TENANT _COMPTE DES SITUATIONS INDIVIDUELLES AU REGARD DE LA PRE-RETRAITE OU DE LA RETRAITE. POUR LES TRAVAILLEURS QUI SERONT AU CONTRAIRE ORIENTES VERS D'AUTRES EMPLOIS, LEUR FORMATION ET LEUR REMUNERATION DOIVENT ASSURER LA CONTINUTE DE LEURS RESSOURCES PENDANT LA PERIODE EN_CAUSE. BREF IL FAUT QUE L'IMAGINATION ET, A CERTAINS EGARDS, UNE FORME DE GENEROSITE SOCIALE, PERMETTENT A CES DEUX PREOCCUPATIONS DE SENS CONTRAIRE, DE TROUVER UN TERRAIN COMMUN

-\

`REPONSE` JE DIRAI ENFIN QU'IL EST TOUJOURS TRES DIFFICILE DE PORTER UN JUGEMENT GLOBAL SUR UNE ECONOMIE TRAVAILLEE PAR DES MOUVEMENTS PROFONDS D'ADAPTATION. NEANMOINS, VOUS AVEZ RELEVE QUE LA PRODUCTION FRANCAISE AVAIT COMMENCE A S'ACCROITRE D'UNE MANIERE SENSIBLE. LES MOIS D'OCTOBRE, NOVEMBRE ET DECEMBRE, ONT ENREGISTRE UNE NETTE PROGRESSION DE NOS PRODUCTIONS INDUSTRIELLES. JUSQU'A PRESENT CETTE PROGRESSION N'A PAS EU D'INCIDENCE SUR L'EMPLOI, IL EST VRAI QUE CELA SE PRODUIT TOUJOURS AVEC RETARD. MAIS L'ON PEUT PENSER, PAR L'OBSERVATION DES EXPERIENCES PASSES, QUE LA REPRISE DE CETTE CROISSANCE DE NOTRE ACTIVITE ECONOMIQUE DOIT AVOIR DES EFFETS POSITIFS SUR L'EMPLOI. JE SOUHAITE QU'ON N'AJOUTE PAS A L'HEURE ACTUELLE AUX DIFFICULTES QUE CONNAIT LA FRANCE. IL EXISTE A UN MOMENT DONNE POUR UNE SOCIETE UNE CERTAINE CAPACITE D'ABSORBER DES EVOLUTIONS OU DES CHANGEMENTS SOCIAUX. CETTE CAPACITE N'EST PAS ILLIMITEE. A L'HEURE ACTUELLE, LA FRANCE DOIT REGLER LES PROBLEMES TELS QU'ILS SONT DEJA POSES. ELLE DOIT EVITER QUE D'AUTRES NE S'AJOUTENT. SI ON AGIT AINSI, NOUS POURRONS CONCILIER L'ADAPTATION NECESSAIRE DE L'ECONOMIE FRANCAISE. POUR QUE LA

CONCILIER LE DÉVELOPPEMENT NECESSAIRE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE, POUR QUE LA FRANCE SOIT ACTIVE, COMPETITIVE, PROSPERE DANS LES ANNEES A VENIR, ET EN MEME TEMPS LA LEGITIME CONSIDERATION DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS FRANCAIS

-\